LE «SECRET» D'ENRICO MATTEI

EN PAGES 6 et 7

Démocratie

ORGANE DU PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE — 65, Bd. Danton — Casablanca

Première Année N° 38 — Lundi 23 Septembre 1957 — Prix : 30 fr.

Cedric H. Seager, nouveau directeur de la Mission Americaine de Coopération Internationale au Maroc, prête serment devant J.R. O'Connell, chef du personnel de la Mission.

Il arrive au Maroc à un moment crucial où nos besoins immédiats en capitaux et en techniciens sont impérieux. Saura-t-il convaincre son gouvernement de nous prodiguer une aide substantielle sans l'assortir de « préalables » ?

L'HEURE DU CHOIX

EN PAGE 3

L'AIDE U.S.A.

EN PAGE 12

CETTE SEMAINE

CONFIDENTIEL	page 2	AU BORD DE LA FAILLITE	page 9
ASSASSINAT POLITIQUE	« 3	L'ALGERIE ET L'O.N.U.	10
ENLEVEMENT A CASABLANCA	« 3	NOUS SOMMES TOUS DES PRIMITIFS	« 11
ZONE D'INSECURITE	« 3	LES ENTRETIENS DE TANGER	« 12
ROI DU MAROC ET DE TANGER	4 et 5	JUSTICE ET NON VENGEANCE	« 12

Les événements... et les hommes

Les Arabesques de l'Actualité

par ROLAND BACRI (le petit poète)

L'ETERNEL FEMININ

« L'homme, né de la femme, a la vie courte
et des tourments à satiété. » (Job)

Je ne suis pas de ceux qui disent :
« Ce n'est rien, c'est une femme qui se perpétue ».
Le cas étrange de la jeune anglaise Monica Jones, dont la mère assure qu'elle est née sans père, ne laisse de m'inquiéter.
Qu'est-ce que la parthénogénèse ?
C'est une sorte de géométrie dans l'espèce tendant à transformer le cercle de famille en un cercle vicieux.
On se rappelle la célèbre boutade de Samuel Butler :
« La poule n'est qu'un simple moyen pour l'œuf de donner naissance à un autre œuf. »
Eh bien, pour être pondu, un œuf parthénogénésique n'aurait plus besoin du bacille de coq.
On voit combien une telle prise de position intéressante peut rendre l'affaire grosse de conséquence !
L'homme foutu à bas de l'arbre généalogique, le « Deux sexes machina » rayé du Livre de la vie...
La jeune fille tout simple n'a rien à perdre dans tout cela !
C'est du moins ce qu'affirment sans rire les Bayardes en jupon, sans père et sans reproches, qui prêchent le bon combat.
Où veulent-elles en venir ?
A un monde uniquement peuplé de filles à maman ?
Si toutes les garces du monde voulaient se donner la main...
Mais non.
L'homme pourra toujours entrer dans la ronde.
Il serait fou, il serait vain, de croire que nos campagnes vont suivre comme une seule femme les brebis égarées et leur « Délivrez-nous du mâle ! ».
J'ai contacté maintes personnalités du beau sexe.
Je me suis introduit dans tous les milieux féminins.
J'ai pénétré toutes les couches de la société.
J'ose le dire sans forfanterie, je n'ai rencontré qu'oreille complaisante.
L'embarquement pour Cythère n'est pas près de se transformer en navigation solitaire.

TON PORC EST TATOUÉ !

(HISTOIRE COCHONNE)

« Tous les verrats du Finistère seront
testés. Les bons seront tatoués
et leur propriétaire recevra une
prime de cinq mille francs. » (Les Journaux)

La scène se passe à la ferme « Verrat-Cruz ».
Une commission de spécialistes vient d'arriver.

Un spécialiste :
— Nous venons procéder à la visite de vos reproducteurs.
La fermière, effarée :
— Eh bé !...
Le spécialiste :
— Où pouvons-nous les tester ?
La fermière, croyant comprendre :
— Ah ! ben alors, vous !
Elle entraîne le spécialiste dans la grange.
Il lui explique en quoi consiste la « politique cohérente du porc »
Ils reviennent amis comme cochons.
Le spécialiste à ses collègues :
— Elle connaît son boulot ! Donnez-lui les cinq mille balles.
Les collègues :
— Sa production est-elle riche en morceaux nobles ?
Le spécialiste, enthousiaste :
— Ya du monde au bacon, elle a des jambonneaux bezeff...

PIERRE ICHAC
l'afrique
et mes amis
C'est autre chose qu'un livre de vacances. C'est même autre chose qu'un livre tout court. C'est la communion d'une âme européenne avec l'âme de l'Afrique.
Driss CHRAIBI - (*Demain*)
COLLECTION CROIX DU SUD
JULLIARD

1 vol. relié avec 20 hors-textes photo 990 frs

CONFIDENTIEL

On raconte à Casablanca qu'un organisme financier marocain en formation aurait passé des accords précis avec un groupe para-pétrolier dont le siège est à Rabat.

Ces accords auraient pour objet de donner la majorité des actions de la société pétrolière à l'organisme financier en ce qui concerne les activités de recherches et d'exploitations pétrolières dans la région du Draa. La participation du groupe banquaire en question se situerait pour une part en une collaboration financière et pour une autre dans un appui officieux ayant pour objet l'obtention d'un dahir de regroupement de permis de recherche. Des souscriptions sont lancées et la participation d'une grande banque française est avancée comme acquise. De fortes oppositions se font jour.

Au congrès de la jeunesse istiqlalienne qui s'est tenu à Tanger, des congressistes se sont fait rappeler à l'ordre pour avoir lu ouvertement, ce qu'un hebdomadaire appelle « hebdo-opposition » et qui n'est autre que « Démocratie ».

Ces derniers mois, une mission catholique américaine avait fait parvenir par le canal de Monseigneur Le Fèvre, archevêque de Rabat, un stock important de lait condensé destiné à l'enfance casablancaise. La Municipalité de Casablanca entreprosa cette donation.

Nous avons bien trouvé des traces infimes de quelques distributions de ce lait qui eurent lieu aux Carrières Centrales, mais ces distributions sont très loin de correspondre à l'importance de l'envoi de la Mission Catholique américaine.

Chaque jour des enfants sous-alimentés sont victimes de cette « négligence » criminelle. Comment se peut-il, qu'il soit nécessaire de le rappeler ? Nous avons il y a un temps, publié des statistiques suffisamment éloquentes en elles-mêmes pour que les mesures à prendre soient autre chose que des « mesures arbitraires ».

Nous sommes étonnés qu'un lait bénévolement attribué reste bloqué. Des rumeurs malsaines commencent déjà à circuler au sujet de ce lait.

On apprend que le bureau de la Communauté Israélite de Casablanca qui a été régulièrement élu vient d'être convoqué par le Gouverneur de Casablanca le 20 courant. Au cours de cette réunion, le haut fonctionnaire a informé, son auditoire que l'élection de leur bureau n'était pas validée.

A court d'arguments juridiques pour justifier sa position, le Gouverneur de Casablanca a dit que c'est là, un acte d'autorité.

On sait quels sont les mobiles politiques partisans qui ont dicté un tel acte d'autorité.

Le régime est bien démocratique au Maroc.

Un Marocain déserteur de l'armée française en Algérie s'est vu à sa grande surprise enlevé en plein centre de Casablanca par la Prévôté Militaire française. Il fut immédiatement conduit sur un bateau qui devait lever l'ancre peu après.

Seconde surprise marocaine, un haut fonctionnaire de la Sûreté Nationale s'étant rendu sur le quai, pour libérer notre compatriote, s'est vu interdire l'accès du navire.

Troisième surprise, un membre de la Prévôté Française braqua sur lui sa mitraillette et lui intima l'ordre de partir.

Quatrième surprise : nous sommes indépendants.

La British Broadcasting Corporation (entendez : la BBC) a décidé de rendre justice aux combattants algériens : dans toutes ses émissions, elle les désigne désormais par les *nationalistes*.

ANNONCES LEGALES

Direction Générale
de la Sûreté Nationale du Maroc

—o—

AVIS D'APPEL D'OFFRES

—o—

Le trente septembre 1957 à 10 heures 30, il sera procédé dans les bureaux de la Sûreté Nationale à RABAT, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres concernant les travaux de réfection des peintures à l'Hôtel de Police de Port-Lyautey

LOT : PEINTURE

Cautionnement provisoire : trente mille francs.

Dossier à consulter chez Monsieur MICHEL BLANCHET - Architecte D.P.L.G. 4, Place Lyeutey - RABAT.

Les références techniques et financières accompagneront obligatoirement la soumission et être complétées par des attestations ou certificats chiffrés provenant d'architectes ou d'ingénieurs des Travaux Publics.

Ville de Casablanca

—o—

Préfecture de Casablanca

—o—

LOCATION
AUX ENCHERES PUBLIQUES

—o—

Le MARDI 1er OCTOBRE 1957 à 9 heures 30, il sera procédé dans le bureau n° 61 de l'Hôtel de Ville, à la vente aux enchères publiques des récoltes pendantes par racines en provenance de parcelles du Domaine Public Municipal situées dans le secteur de SIDI-OTHMAN.

Le CAHIER DES CHARGES de cette vente et le plan des parcelles de terrain intéressées pourront être consultés à l'Hôtel de Ville (Bureau n° 74).

Royaume du Maroc

—o—

Ministère de l'Intérieur

—o—

Direction Générale
de la Sûreté Nationale

—o—

AVIS D'APPEL D'OFFRES

—o—

Le 23 octobre 1957 à 10 heures, il sera procédé dans les bureaux de la Direction Générale de la Sûreté Nationale à Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres, concernant les travaux de construction d'un Commissariat à OUED-ZEM :

1er LOT - GROS ŒUVRE

Cautionnement provisoire: 200.000 francs.

Dossier à consulter chez Monsieur CAVIGLIOLI Noël, architecte, E.N. B.A.A. 48, rue Guynemer à CASABLANCA.

Les références techniques et financières devront obligatoirement accompagner la soumission et être complétées par des attestations ou certificats chiffrés émanant d'architectes ou d'ingénieurs de Travaux Publics.

Les événements... et les hommes

ASSASSINAT POLITIQUE A SAFI

Dimanche 15 courant, le Parti des Libéraux Indépendants inaugurait son bureau local à Safi.

Après cette cérémonie, l'un des responsables de ce parti Abdeslam Krarsi se mit à enregistrer des adhérents.

Irrités par l'activité de Abdeslam Krarsi, quatre individus envahirent le bureau de ce dernier et se mirent à le rouer de coups. Voulant échapper à leur brutalité, Abdeslam Krarsi se débattit pour fuir. Il fut rattrapé par Lamaalem Omar qui lui porta des coups de poignard. Le malheureux responsable des libéraux indépendants fut abattu sur le champ.

Lamaalem Omar et les trois autres agresseurs appartiennent au parti de l'Istiqlal. Ils voulaient empêcher par la violence la création de la section des Libéraux Indépendants à Safi.

La police a arrêté les assassins, la justice sera-t-elle aussi impuissante dans le cas de Krarsi qu'elle l'a été pour les enlevés, les victimes de Souk El Arba du Gharb, de Sakka et d'ailleurs ?

Les méthodes fascistes restent impunies au Maroc. Et dans certains milieux on se demande s'il ne faut pas user de violence pour se faire respecter.

La loi de la jungle frappe à nos portes.

ENLEVEMENT A CASABLANCA
DE HADJ ALI DEMNATI

Hadj Ali Demnati est une personnalité connue pour son passé de patriote qui a participé à la lutte pour la libération.

Ces derniers temps un certain groupe aurait sollicité son adhésion à ses principes politiques. Hadj Ali Demnati ayant refusé a été victime d'un enlèvement.

Sa famille raconte qu'un commando s'est présenté chez lui le 12 septembre à minuit trente l'a mis dans un sac et l'a embarqué sur une jeep. Des agents de police et des gardes municipaux ont assisté passivement au spectacle.

Sa famille croyant à une arrestation régulière, s'est rendue au Commisariat le plus proche de leur domicile pour s'informer sur la situation de Si Hadj Ali Demnati.

Au Commissariat de Derb Moulay Ali Chérif on a répondu qu'on n'avait aucune nouvelle de la victime.

L'enlèvement de Hadj Ali Demnati est-il un règlement de compte ou une arrestation régulière ?

Nous attendons l'évolution de l'affaire.

ZONES D'INSECURITE

Le Caïd Ouijani, qui administre les tribus Tkana et Glaoua dépendant de la Province de Marrakech a décrété que son commandement serait zone d'insécurité.

Ainsi nous revenons aux pratiques de la période du protectorat où la liberté de circulation était très limitée pour les Marocains et où quelques régions, particulièrement dans la montagne étaient considérées comme des fiefs par certains contrôleurs civils et officiers des affaires indigènes.

Ouijani, apprenant que les membres de la section locale du P.D.I. allaient recevoir leurs camarades de Marrakech pour inaugurer leur nouveau local, ordonna à ses hommes de main d'installer des barrages de pierres sur la route des visiteurs marrakchis et en même temps qu'il mettait au point ce plan diabolique il procédait à l'arrestation de notre camarade Abdeslam Bel Hoceine au domicile duquel allait avoir lieu la réception des invités de la tribu des Tkana.

Le Caïd procéda aussi à la mise sous surveillance armée de la maison de Abdeslam Bel Hoceine.

Plusieurs autres camarades démocrates furent arrêtés par le Caïd Ouijani afin de les empêcher de réaliser leur dessein d'inaugurer le local de notre parti à Timghit.

De pareilles pratiques sont courantes dans les pays totalitaires. Or, les hautes personnalités du pays ne cessent de dire que la liberté existe au Maroc et que chaque citoyen peut jouir de ses droits démocratiques.

Il serait honnête de ne pas se gargariser de mots.

Nous sommes, sans loi, ni tradition, qui protègent les citoyens contre les abus d'autorités des potentats tel que Ouijani.

Les libertés démocratiques sont loin d'exister au Maroc et dire le contraire relève de l'imposture.

Nous sommes étonnés que le Ministère de l'Intérieur au lieu de sévir contre les caïds et pachas qui agisient arbitrairement contre leurs administrés semblent les prendre sous sa protection et leur donner parfois de l'avancement parce qu'ils luttent contre le P.D.I.

Nous connaissons les programmes échaffaudés dans certaines officines et nous sommes décidés à empêcher leur exécution.

NOTRE COLLABORATEUR ROLAND BACRI
GRAND PRIX DE LA BONNE HUMEUR

Figurez-vous qu'un jury composé de Marcel Pagnol, Marcel Achard, Jean Pivot etc... a eu l'heureuse idée de bombarder notre collaborateur Roland Bacri du Prix de la Bonne Humeur et de... deux cent mille francs, pour son délicieux « Petit Poète » dont Driss Chraïbi a déjà entretenu nos lecteurs dans la chronique littéraire sous le titre « Poète pour un sourire », une anticipation en quelque sorte.

Et voilà. C'est Madame Dorothy Gould qui a fondé ce prix. Son père un Américain richissime a littéralement créé Juan-les-Pins à coups de dollars et l'hôtel dont notre ami Bacri était l'hôte « Le Provençal » est le concurrent direct du « Carlton » de Nice.

Tout ceci pour vous dire qu'il s'agissait là d'une mondanité tout ce qu'il y a de bien, avec mobilisation des radiodiffusions, des actualités cinématographiques ,des chaînes de télévisions etc...

Roland Bacri qui a pris goût au « Provençal » a décidé d'y retourner pour signer son « Petit Poète » au milieu du Tout-Paris et du Tout-Casablanca.

« Démocratie » est heureux de se joindre aux innombrables félicitations déjà reçues par son collaborateur en espérant cependant que les délices « provençaux » de notre ami ne l'empêcheront point de fournir à nos lecteurs son poème hebdomadaire.

Il y a des arabesques qui sont des enluminures. La preuve... dans un sourire. *« DEMOCRATIE »*

EDITORIAL

L'HEURE DU CHOIX

L'hiver approche et avec lui le cortège des difficultés économiques et sociales dûes au ralentissement de l'activité générale et à la crise économique dont l'accuité est chaque jour plus nette. Il y a des urgences qui sont dramatiques, le pain quotidien et les difficultés économiques qui nous assaillent nous obligent à faire une autocritique de notre politique générale.

Cette autocritique nous permettra de voir si le chemin que nous avons suivi jusqu'à présent a été celui que nous devions suivre ou s'il ne faut pas de nouveau repenser entièrement notre politique pour l'orienter vers de nouvelles directions favorables à la construction de notre indépendance effective sur le plan politique et économique.

Depuis la signature de la déclaration du 2 mars 1956, le Maroc a conçu une politique de collaboration intime avec la France. Cette collaboration était basée sur des intérêts réciproques. Il s'agissait, pour le Maroc, qui se libérait de trouver un allié pour l'aider à faire face aux exigences économiques techniques et culturelles propres à tous les pays qui se libèrent. Il était facile de prévoir que le capital privé étranger qui animait l'activité du pays se retirerait sinon totalement du moins en partie du circuit des affaires parce qu'ayant été habitué à une économie coloniale, le nouvel état des choses ne pouvait d'emblée lui convenir. Une aide ou tout au moins des prêts publics à des conditions normales étaient nécessaires pour remplacer les capitaux qui se retiraient du Maroc et pour éviter que les conditions matérielles des Marocains ne subissent une dégradation.

L'accroissement progressif de la population nous imposait aussi d'augmenter nos moyens de production. Pour créer des richesses nouvelles, nous avions besoin d'investissements massifs et judicieusement réalisés, ainsi que de l'aide technique de la France.

Tels étaient les besoins urgents du Maroc qui commandent notre stabilité sociale. Ces besoins en capitaux et en techniciens du Maroc ont été depuis juin 1956, le moyen de pression utilisé par la France pour obliger notre pays à faire subir à sa souveraineté et à sa liberté d'action certaines entorses.

Inconséquente dans ses gestes, la France, a refusé de donner à la déclaration du 2 mars 1956 toute la signification qu'elle comporte. C'est ainsi qu'elle n'envisage pas de libérer le sol marocain de ses troupes, qu'elle nous refuse toute vocation saharienne et qu'elle exige de nous une neutralité bienveillante à son égard dans la guerre qu'elle mène contre le peuple algérien.

Il y a donc antagonisme entre les droits du Maroc et les revendications colonialistes de la France.

Le dialogue devenait de plus en plus difficile. Entre temps l'aide matérielle dont nous avions tant besoin était bloquée et la situation économique du pays empirait.

Fallait-il s'entêter à vouloir concilier les inconciliables. Nous sommes obligés de dire que les gouvernements Guy Mollet et Bourgès-Maunoury ont tout fait pour détourner le Maroc de la France.

La diplomatie marocaine a, soit par conviction soit par paresse intellectuelle, continué à solliciter le resserrement de nos liens avec la France et l'exemple le plus éclatant de cette obstination est la nomination d'un ambassadeur du Maroc à Paris.

Cette obstination sera-t-elle payante ? Verrons-nous nos liens mutuels se normaliser ? Nous avons dans les colonnes de ce journal, exprimé à maintes reprises notre volonté de collaborer avec la France ; nous avons aussi précisé que cette collaboration ne devait, pour être acceptable, porter atteinte à notre indépendance. Or nous avons le regret de constater que la France ne se départit pas de sa mentalité de pays colonisateur et que ses réflexes sont constamment des sujets de friction pour nous. Vouloir continuer à fermer les yeux sur cette vérité, n'est pas un acte de sagesse.

Nous devons calmement repenser notre système économique et en conséquence nos alliances.

Notre besoin d'industrialisation, le développement de notre agriculture, nos besoins en matériel militaire, doivent être parmi les facteurs qui détermineront notre choix.

Il n'est plus utile de se lamenter sur le passé ou de formuler de vaines espérances, le Maroc doit chercher ses alliancecs chez les pays avec lesquels ses intérêts ne sont pas en opposition. C'est une loi naturelle dont il faut savoir tenir compte très vite.

« Démocratie »

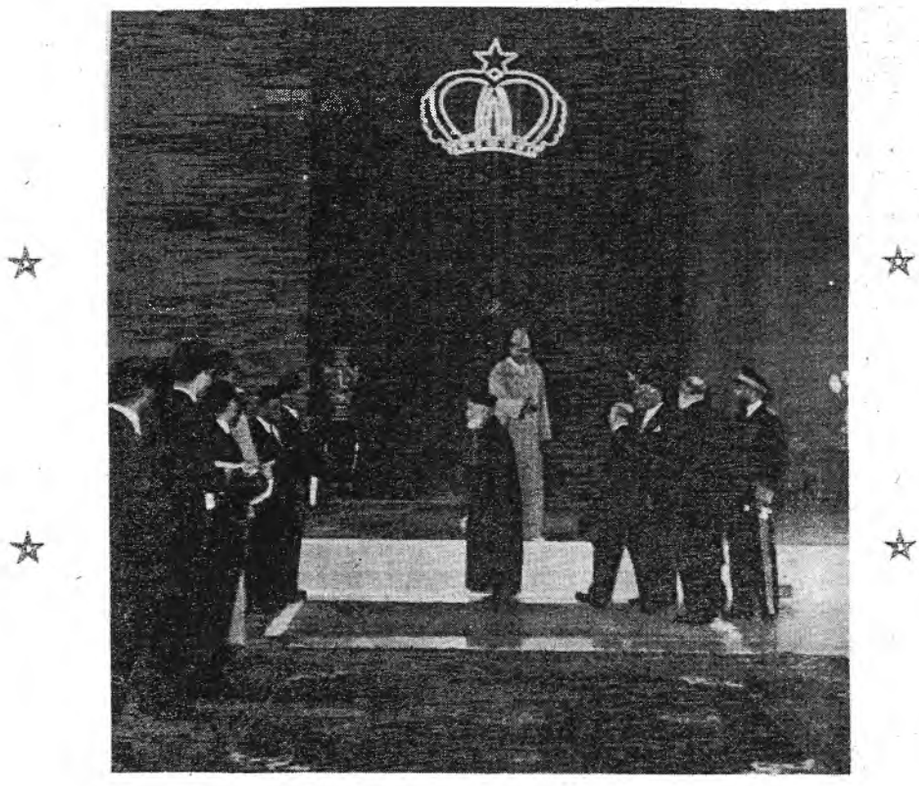
S. M. MOHAMMED V

De notre correspondant permanent

Les villes comme les hommes n'ont que très rarement dans leur existence l'occasion de connaître la gloire véritable. C'est une sorte de grâce qu'on ne reçoit qu'une fois. Il a été donné à Tanger, en ce septembre faste, tout bruissant des échos du destin, de connaître cette gloire unique et cette plénitude hors du temps. Grandeur, puissance, euphorie, tels sont les signes de ces journées. Tanger entre dans la nouvelle phase de son histoire sous le signe de la magnificence et l'augure éminemment heureux d'une visite royale.

Car le voyage du Souverain a une signification multiple, et la joie de Tanger des motifs différents. Il y a d'abord le voyage royal considéré comme une fin en soi et qui se suffit à lui-même comme le serait la visite à une toute autre ville de l'Empire. Il y a ensuite « l'historicité » du voyage, sa signification par rapport à la précédente visite en 1947 et le processus de l'indépendance, sa transcendance sous ce rapport pour la nation et pour l'étranger. Il y a sensible à la majesté du Souverain et aux fastes du jour, et se réjouit du spectacle nouveau de la ville en fête. Quant au Tanger des affaires, le Tanger des finances, le Tanger légendaire qui se trouve à l'origine des privilèges consentis aujourd'hui à cette province, le super-Tanger, le Tout-Tanger, celui qui sait faire la part des choses et sait rendre à César ce qui est à César, celui qui voit dans le régime nouveau un succédané du Statut aboli et qui en attend les mêmes facilités et les mêmes bénédictions, celui qui sait que l'apologie des idoles et des doctrines du jour est un plaidoyer prodomo, ce Tanger-là célèbre le Roi pour la Charte, la Charte par le Roi, et au fin fond se célèbre lui-même par le truchement des deux.

Mais il y a, derrière toutes ces façades, derrière tous ces Tanger de super-structure, un Tanger vital qui exalte le Souverain sans calcul, sans limites, sans mélange. C'est le Tanger authentique, le Tanger anonyme. C'est le Tanger marocain du peuple et de la masse. C'est le Tanger israélite des classes pro-



Le Tanger occidental à côté du Tanger traditionnel.

enfin la consécration auguste, par ce fastueux déplacement de la Cour et du Gouvernement, de la qualité marginale de Tanger et de la vocation internationale qui lui est reconnue malgré son intégration au pays. Et dans ce sens le voyage royal n'est qu'une suite de la Charte qui vient d'être octroyée à cette ville.

C'est ainsi que Tanger fête à la fois le Roi, le Maroc et la Charte. Avec des variantes, des nuances, des proportions. Dans ce Tanger polymorphe, l'enthousiasme lui-même se différencie suivant de subtiles gradations. Le Tanger officiel célèbre l'événement officiellement, conventionnellement. Il affiche dans les cérémonies un conformisme élégant et discret et se rallie passivement aux déclarations conventionnelles et aux liens communs officiels. Dans les réceptions jalousement interdites aux profanes et aux hérétiques, dans les cocktails et les actes mondains où seuls ont accès d'heureux privilégiés et les dignitaires du régime, il échange d'aimables banalités et multiplie les courtoisies et les adulations de rigueur. Mais le cœur n'y est pas toujours, ni la joie. Le Tanger occidental, le Tanger cosmopolite qui s'est toujours maintenu en marge des manifestations purement marocaines, se montre aujourd'hui tondes. C'est le Tanger populaire que les cordons de troupes maintiennent loin des cortèges et qui ne peut voir son Roi que comme un symbole qui passe. Ce Tanger-là ignore la Charte et ses problèmes, et ne partage point les soucis des financiers. Sa vie quotidienne suivra le train modeste de toujours, quelles que soient les transformations juridiques subies par le régime de la ville. Pour ce Tanger-là, le Roi est, en lui-même, le motif nécessaire et suffisant de ces journées glorieuses. Il éveille par sa seule apparition tout ce monde de souvenirs ataviques, de croyances et d'augures qui dort au fond des consciences, ces idées de culte et de vénération que le Trône suppose. On racontera pendant longtemps, sous la tente ou au logis, la féerie lumineuse de cette semaine, et pendant longtemps on répètera avec fierté qu'on a pu contempler, ne serait-ce que pour quelques fugitives secondes, le visage Auguste. Et ce peuple là criera son enthousiasme jusqu'à la limite de ses forces. Il apportera pour tout présent l'hommage incomparable de son adoration. Il sera la toile de fond humaine de toutes les cérémonies, et la figuration indispensable de tous ces actes. Et c'est lui, en définitive, qui fera la fête, le triomphe royal. Tant est vraie la parole des Ecritures : « La mulittude du peuple est le prestige du roi ».

LE VOYAGE ROYAL COMME FIN EN SOI

C'est ainsi, qu'au dire des témoins, l'accueil fait par Tanger à son Souverain dépasse en ferveur et en somptuosité celui des autres villes du Maroc. Sans doute, dans l'ensemble et d'un point de vue pour ainsi dire formel, on a assisté ici à la réédition d'images familières : la pompe, déjà classique, des voyages royaux, et cette extraordinaire exaltation populaire que le Souverain a trouvée, mutatis mutandis, dans toutes les villes visitées. Tanger connaît à son tour le délire des acclamations infinies, les vagues des ovations déferlant sur les foules, les masses compactes en attente le long de l'itinéraire royal, le presentiment qui vous bouleverse à l'approche du cortège, les salves des canons lointains, les échos des fanfares, le tourbillon de l'impériale cavalcade, l'éclair des sabres, la théorie des lances, la pourpre des dolmens chamarrés, la rumeur qui monte, qui s'amplifie et qui éclate à l'image de sa légende, le Roi... A son tour, Tanger connait le déploiement immense des drapeaux et des oriflammes, ce pavois général, qui est un plébiscite unanime, les rues fleuries, les seuils enguirlandés, les balcons drapés de tapisseries, les rubans, les bannières, et, partout, les palmes des rédemptions et la cocarde de la fraternité. Comme ailleurs, dans toutes les vitrines, dans toutes les maisons, dans tous les bureaux, au-dessus des portes, sur le murs, sur les voitures, le portraits du Souverain multiplient en une perspective infinie ce visage noble au sourire nostalgique.

Mais la fête de Tanger tranche sur les autres villes par une certaine qualité et le sens naturel de la splendeur. Autant par la figuration que par le décor, l'arrivée du Roi et la traversée de la ville, ont tenu de l'apothéose, dans ce que ce terme peut signifier comme dépassement, comme dimension extra-humaine. Le témoignage unique d'une ferveur exceptionnelle, le tout dans un cadre ad hoc. Génie public ? Génie privé ? Probablement génie inné. Cette ville aristocratique par état se devait d'affirmer par ces performances sa tendance congénitale à voir les choses sous l'aspect de la grandeur. Tanger a déjà pour elle sa circonstance, sa physionomie habituelle, la classe de son allure naturelle. Ces avenues, ces esplanades, ces jardins, ces paysages de mer, ces perspectives, ont déjà quelques chose de royal. « La véritable couronne de l'Empire Chérifien, l'emblême de ses qualités maîtresses et la plus belle page de son livre d'or », disait le Souverain en 1947. Au décor naturel, un décor complémentaire était ajouté. Et il faut rendre cette justice à cette ville que, là aussi, elle a bien fait les choses. L'illumination des boulevards et des places est une véritable magie. Tanger la nuit, devient une petite ville lumière. Un arc de triomphe lumineux sur le large boulevard qui mène au centre de la ville, une gigantesque couronne non moins lumineuse dressée sur la place principale sont les deux réalisations maîtresses et un peu les deux pôles de cette féérie générale. Tanger qui, comme toutes les villes modernes, manque de monuments, a trouvé dans ces monuments provisoires, le sens d'une antique beauté. Ils seront, pour quelques jours, son Parthénon et ses Carrousel, et le spectacle éphémère que la cité s'ouvre à elle-même autant qu'elle s'offre au Roi.

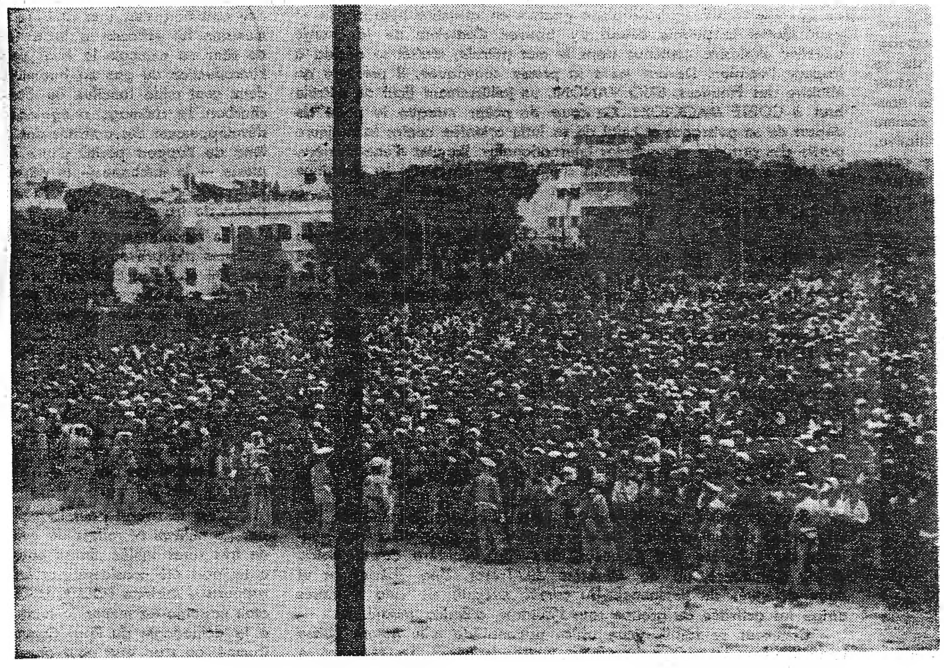
Par ailleurs, la semaine royale a déroulé quotidiennement ses magnificences. Les journées tangéroises du Souverain se suivent et ne se ressemblent pas. Chaque jour apporte son charme et sa nouveauté. Les dîners et les réceptions alternent avec les actes solennels. Inauguration du Tribunal d'Appel, inauguration des travaux d'un barrage de la région, prière de Vendredi à la Grande Mosquée... Les soirées sont consacrées à la détente des actes mondains qui n'en seront pas moins historiques. Dîner à Gandori, un haut lieu du Tout-Tanger, réception chez la Communauté Israélite, soirée folklorique, défilé de chars. Un soir, le feu d'artifice des grandes occasions fut tiré sur la plage. Et, en l'honneur du Souverain marocain, la baie panthéiste de Tanger, où les vieux mythes païens dorment et ne meurent jamais, fut embrasée par les feux de bengale vert et rouge tirés du bord de la mer, juste à cette limite extrême entre la terre et les flots ou Antée est venu mourir...

ROI DU MAROC ET DE TANGER

à Tanger : Carlos de NESRY

« L'HISTORICITE » DU VOYAGE : LA REPLIQUE DE 1947

Ce fut une matinée immense de lumière et de foi. Tout le monde était là. Pour écouter le discours du Souverain, Tanger avait mobilisé ses élites et ses forces vives. Tous les chefs des missions diplomatiques et consulaires, les corps constitués, les Magistrats de la Juridiction de Tanger, l'archevêque de Tanger, le Grand Rabbin, tous les notables, tous les adouls, les délégations du barreau, des sociétés de bienfaisance... Le Tanger occidental à côté du Tanger traditionnel. Beaucoup de personnes de l'époque révolue marquent la permanence d'un certain Tanger malgré toutes les transformations. Tout autour de cette enceinte officielle, la mer humaine, le Tanger marocain passionnément attentif. La lumière dorée joue sur les uniformes de la Garde Royale et fait scintiller l'or de la couronne surmontant le dais royal. L'été finissant donne à l'acte le prestige des beaux jours.



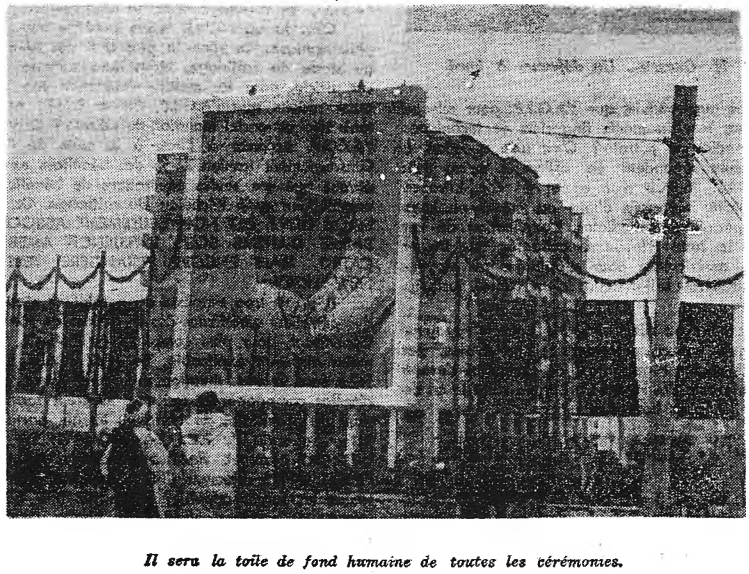
Ce peuple-là criera son enthousiasme jusqu'à la limite de ses forces.

Sur la tribune, dressée à la porte de ce qui était auparavant le Palais de l'Assemblée Législative, le Souverain parle. Il prononce son deuxième discours de Tanger, la réplique de celui qu'il a fait en 1947 lors de sa première visite à cette ville. Une réplique et une continuation. Ces deux dates marquent deux deux jalons dans le processus de l'indépendance. C'est en considérant ces deux dates que l'on peut mesurer l'immense avance faite par le pays sur la voie de sa libération.

1947. Tout semblait si difficile, les horizons fermés, les possibilités minimes. La fin de la guerre sur laquelle on avait misé pour la reconnaissance des revendications fondamentales, était arrivée sans apporter aucun changement. La Charte de l'Atlantique, la Charte de l'O.N.U., ne paraissaient pas être d'un secours valable pour les aspirations marocaines. Allait-on entrer dans une ère indéfinie de Protectorat ? Allait-on assister à un nouveau désintéressement des puissances sur le sort du peuple de ce pays et de ses songes ? Et la promesse de Roosevelt ? Les Etats-Unis eux-mêmes ne faisaient que commencer leur éternel balancement entre leurs intérêts, leurs amitiés occidentales et leur idéal anti-colonialiste ou leurs intérêts nord-africains. Fallait-il se résigner à l'abandon et au renoncement ? C'est alors que sur la scène internationale, sur la scène de Tanger, apparaît le Roi.

Son discours, dans le contexte politique de l'époque, était d'un courage inouï. Déjà son voyage à Tanger, que les autorités du Protectorat n'approuvaient qu'à contre cœur, était déjà une manifestation d'indépendance. Par l'affirmation de principes intangibles, par la confiance dans les destinées du pays, par la proclamation non équivoque de la vocation du Maroc à l'indépendance, par la revendication de l'unité du pays et par la définition, une fois pour toutes de la souveraineté marocaine sur l'ensemble du territoire national, ce discours éveillait l'espoir, rendait le courage et en somme posait le premier postulat de la résistance. Aussitôt connu il fit l'effet d'une bombe. Il ouvrit en effet une crise qui devait se terminer par la reconnaissance de l'indépendance du Maroc.

1957. Les temps ont bien changé. Le Maroc a retrouvé sa liberté nationale et sa souveraineté. Les deux protectorats ont été abolis. A son tour le Statut international de Tanger disparaissait. La Conférence de Fédala, elle-même réplique et réhabilitation de celle d'Algésiras, effaçait les dernières séquelles du colonialisme. Le Maroc, admis au BIT, à l'UNESCO puis à l'ONU regarde son avenir avec sérénité. Devant les représentants des puissances, aussi bien que devant ses propres sujets, le Souverain aujourd'hui, en réaffirmant ces principes chers au pays, tient manifestement à marquer cette continuité entre les deux dates et les deux discours. La parenthèse ouverte en 1947 est triomphalement fermée en 1957.



Il sera la toile de fond humaine de toutes les cérémonies.

LA CHARTE, EVANGILE PROVISOIRE

Reste la troisième signification du voyage royal : la consécration d'un Tanger marginal.

Tanger a désormais une providence, le Roi du Maroc, et une sorte d'évangile, la Charte. Elle a été attendue comme une révélation. Elle sera vénérée comme un texte sacré. Elle est devenue un objet de culte, un instrument de sainteté. Comme l'Ecriture, elle a une exégèse déjà abondante et naturellement divisée. Elle a ses commentateurs et les commentateurs de ses commentateurs, ses critiques et les critiques de ses critiques. Son texte a été étudié, ressassé, épluché, pressé. Ses clauses ont été passées au crible, ses phrases, ses mots, ses lettres, ses points et ses virgules ont fait l'objet de recherches savantes et de supputations ingénieuses. On lui fait dire ce qu'elle pourrait dire, ce qu'elle devrait dire, et ce qu'elle ne veut pas dire. Elle aurait, à côté ses sceptiques. Elle aurait ses hérétiques. La 123 d'un sens littéral, visible à l'œil nu, un sens caché, ésotérique, accessible seulement aux initiés. Elle a ses apologistes, ses croyants, ses conformistes. Elle a ses sophistes et ses sceptiques. Elle aurait ses hérétiques. La Charte, qui a déjà son Saint Ignace de Loyola, attend maintenant son Calvin. En attendant, elle a ses prophètes. On prédit son avenir, on lui donne une longue vie. On lui accorde, sinon l'éternité, du moins la perpétuité. Elle règnera à jamais dans notre ciel intelligible. Nos enfants et les enfants de nos enfants puiseront dans ses eaux vives l'inspiration et le courage, comme dans les sources du salut du Livre d'Isaïe. Après avoir eu sa pré-histoire, l'époque du Statut, son Chiliasme, l'interrègne de ces onze mois où elle paraissait imminente, elle a maintenant une eschatologie. La religion de la Charte devient, à la limite, une mystique et même une métaphysique de la Charte.

Hélàs, contrairement aux textes sacrés, cette Charte n'est ni éternelle ni perpétuelle. Elle est même trop précaire pour faire une religion. Œuvre des hommes, elle sera relative comme toutes les œuvres humaines. Elle portera les erreurs et les fantaisies humaines. Temporelle et terrénale, elle subira les vicissitudes du temps et les avatars d'ici-bas.

Comme le premier homme de la Genèse, les habitants de Tanger n'ont jamais oublié ce paradis perdu qu'était le statut. Il continue toujours à les hanter. Ils construisent aujourd'hui sur la Charte un paradis retrouvé. Mais, par définition, les paradis sont vite perdus. La leçon reste valable depuis Adam. Celui de Tanger peut disparaître avec un préavis de six mois. Il porte donc déjà, comme celui de la Bible, la pomme de la discorde qui nous le fera perdre un jour.

Il restera peut-être aux Tangérois un suprême espoir : la générosité du Souverain. Tanger a été une fois la dot d'une princesse portuguaise à un roi britannique. Rendue à ses maîtres légitimes, cette ville a pourtant gardé quelque chose des biens dotaux : un caractère d'inaliénabilité, une allure princière, et le parfum d'un cadeau nuptial dont on ne saurait se rétracter.

ENRICO MATTEI, CHEVAL D

Le 9 avril 1957 le *New York Herald Tribune* dans son édition Européenne lançait sur le tapis vert pétrolier une nouvelle qui bouleversa les données jusqu'à présent admises de la politique économique internationale au Moyen-Orient.

Selon le journal américain, une Compagnie italienne, l'A.G.I.P., avait obtenu une autorisation de prospection-recherche sur le territoire iranien et l'accord conclu entre l'A.G.I.P. et le Gouvernement de Téhéran avait été signé sur la base d'un partage des bénéfices, de 75 à 25, les 75 % étant la part de l'Iran répartis de la manière suivante, 50 % à la Compagnie Nationale iranienne des Pétroles (co-associée de l'A.G.I.P.) et 25 % d'impôts gouvernementaux prélevés sur les 50 % A.G.I.P.

Cette information pour les initiés des grandes compagnies pétrolières représentait en fait une œuvre révolutionaire que nulle compagnie pétrolière d'importance mondiale n'aurait pu inover de sa propre initiative sans s'attirer immédiatement les chocs en retour conditionnés des compagnies rivales. Cependant le fait qu'une nouvelle compagnie pétrolière qui se présente d'ores et déjà comme l'enfant terrible de la grande famille pétrole en ait pris l'initiative, rend désormais possible un alignement Moyen-Oriental sur cette redevance importante qui risque d'être considérée comme faisant Jurisprudence dans les pays autre que l'Iran. Jusqu'à quel point

Winston Churchill et M. Onassis... Un déjeuner à bord.

une compagnie aux moyens aussi réduits que l'A.G.I.P. peut elle se permettre de faire face aux investissements financiers et techniques et tenir tête au cartel mondial du pétrole ? C'est une question à laquelle certains observateurs répondent en affirmant qu'au sein même de ce cartel, l'A.G.I.P. jouirait d'un appui de complaisance qui irait jusqu'à la complicité intéressée d'une ou même plusieurs des grandes compagnies pétrolières mondiales. L'explication de cet appui ne serait autre que la lutte d'influence acharnée que livrent les compagnies pétrolières américaines pour supplanter au Moyen-Orient les compagnies pétrolières britanniques dont c'était jusqu'ici le fief traditionnel.

Un homme, se défend d'être en l'occurrence le commis voyageur de sociétés américaines qu'il entend présenter comme rivales, cet homme est ENRICO MATTEI, ancien représentant de commerce devenu la « Jeanne d'Arc Moyen-Orientale des Hydro-Carbures » dont le cri de guerre est « il faut bouter l'Anglais hors des puits ».

COUP DE POKER POUR UN EMPIRE

Le match a commencé en fait il y a plus de dix ans lorsqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale le chef des maquisards anti-hitlérien démocrate-chrétien d'Italie Septentrionale ENRICO MATTEI s'est vu confier le soin de liquider les activités de recherches de la Compagnie A.G.I.P. Créé par le régime fasciste, cet organisme national avait poursuivi de longues et coûteuses recherches dans la péninsule italienne afin de découvrir des hydrocarbures ; son échec était à peu près total. Le Gouvernement, les milieux financiers et l'opinion publique italienne avaient cessé de croire au pétrole et aux hydrocarbures nationaux. Seul, le pseudo-liquidateur Mattéi s'entêta, et refusant d'obéir aux injonctions de plus en plus pressantes du Ministère des Finances qui lui coupait les vivres, il fit intensifier les recherches, sous les quolibets des spécialistes. Au mois de mars 1946, un monumental jet de méthane sortait de terre à CAVIAGA.

Fils d'un carabinier de village, Enrico Mattéi « liquidateur » de l'A.G.I.P. avait eu raison contre les avis les plus autorisés ; la vallée du Pô récelait des hydrocarbures gazeux en quantité appréciable et pour Mattéi le pétrole devait s'y trouver. Conscient de la charge affective explosive contenue dans le mot pétrole, Mattéi se décida à frapper l'opinion. Devant toute la presse convoquée, il présenta au Ministre des Finances, EZIO VANONI, un jaillissement fictif de pétrole brut à CORTE MAGGIORE. Ce coup de poker marque le point de départ de sa puissance et celui de sa lutte orientée contre la majeure partie des grandes compagnies internationales. Premier d'une carrière, ce bluff sera suivi de beaucoup d'autres et caractérise la technique de combat d'Enrico Mattéi, ce Don Quichotte dont les moulins à vent sont des derricks de forage.

Mais contrairement au héros de Cerventès, le don quichottisme de Mattéi était plus apparent que réel. Mattéi bluffe mais sait où il va. Soutenu par le Ministre VANONI, il fit décrèter par le Parlement le monopole absolu pour l'Etat de l'exploitation des hydrocarbures, rejeter les trois mille demandes de permis déposées en quelques semaines, donna sa démission de député et prit la direction de l'ENTE NAZIONALE IDROCARBURI fondée le 10 février 1953. L'E.N.I. a reçu l'exclusivité absolue de la recherche, de la production, de l'exploitation et de la distribution des hydrocarbures de la vallée du Pô, tout en se voyant attribuer un fond de trente milliards de lires, constituant sa dotation.

L'E.N.I. - UN BANAL OFFICE GOUVERNEMENTAL ?

Sous la présidence de son créateur, l'E.N.I. est administrée par un Conseil d'Administration de douze membres, dont deux représentants du Ministère des Finances, deux du Ministère de l'Industrie et du Commerce, un du Ministère du Trésor, cinq spécialistes et deux délégués du personnel. Un comité exécutif de cinq membres dirige les activités du groupe sous l'autorité d'Enrico Mattéi.

Comment se fait-il qu'un office national de telle nature puisse inquiéter les grandes compagnies internationales ? La réponse se trouve à la fois dans la structure du groupe E.N.I. et dans la philosophie très particulière qui est à la base de sa création et de son orientation.

L'E.N.I. qui n'est pas une compagnie pétrolière en soi, contrôle directement quatre compagnies principales et à travers elles trente-sept filales. L'ensemble du groupe couvre des activités qui vont de la recherche, la production et l'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux à la production de caoutchouc synthétique et d'engrais chimiques, en passant par le transport, le raffinage, la distribution, le stockage des produiits, la construction et la vente de matériel et d'équipement pétrolier (pipe-lines, réservoirs, appareils de forage etc...). A toutes fins utiles, suivant en cela l'exemple des grands du pétrole, l'E.N.I. a également créé une société de recherches pour l'utilisation de l'énergie atomique.

Des quatres compagnies mères, l'A.G.I.P.-MINERARIA se cantonne principalement dans la recherche et la production directement et à travers ses filiales ; la S.N.A.M. s'occupe plutôt des problèmes de transport et d'installation ; l'A.G.I.P. de la distribution et du raffinage, l'A.N.I.C. du raffinage et de la pétrochimie.

C'est là où l'E.N.I. laisse paraître une parcelle de sa pensée philosophique. En effet, le plus clair des bénéfices pétroliers se situe au stade du raffinage. Nous nous sommes d'ailleurs, au début de cet article, posé la question : comment une compagnie aux moyens aussi réduits que l'A.G.I.P. (filiale E.N.I.) pouvait se permettre de tenir tête au cartel mondial du pétrole ? Si nous examinons comment l'A.G.I.P. accorda à l'Iran à la suite de l'accord passé avec le Gouvernement iranien 75 % des bénéfices extractifs nous nous apercevons que ces seules espérances de bénéfice ne peuvent se situer valablement qu'à l'échelon du raffinage. Or, AU STADE DU RAFFINAGE LE.N.I. EST NON SEULEMENT ASSOCIEE AVEC SES ADVERSAIRES ITALIENS SOUS INFLUENCE AMERICAINE FIAT, MONTECATINI, MAIS ENCORE ETRANGERS TELS LA STANDARD OF NEW-JERSEY.

Il serait trop simpliste de considérer Mattéi comme l'homme lige des pétroliers américains dès le départ de son action-pétrole en Italie. Cependant, pour plus complexe qu'elle soit, la réalité n'en est pas moins aisément explicable. En 1947 l'Italie sortant du fascisme doit faire face à une situation intérieure grave. La crise agricole et les révoltes campagnardes qui s'en suivirent forment avec les revendications du prolétariat du Nord un terrain particulièrement favorable à la propagande du P.C.I. où TOGLIATTI fait déjà figure de Walter ULBRICHT éventuel. Face à ce danger de satellisation possible de l'Italie, le Département d'Etat américain s'interroge et s'appuie sur toutes les forces capables d'opposer une barrière à la marche en avant vers la communisation de l'Italie. Rapidement, les Américains comprennent que seule une politique faisant sienne certaines des revendications du P.C.I. a des chances d'endiguer la marée montante. Si d'autre part cette politique progressi peu
traditionnelles et sûres, telles que catho
communisme a des chances de pouvo tre
démocratie chrétienne présente toutes ga
licisme militant, politique sociale et progre
réforme agraire. Cette faction a son icen
chef de file GEORGIO LA PIRA. D re
de valeur de laquelle émerge Matt le d
drappe d'abord dans une intransigear de l
de crypto-communiste par la droite de p
la gauche, entend s'assurer une lib d'c
« boîte », comme il l'appelle, et une ton
Son ambition s'est tout d'abord born et
munisme fut efficace à tenter de nère
de citer en exemple le Midi de l'Ita pau
l'introduction du gaz en bouteilles, ses
deux cent mille familles de l'esclav des
charbon. Le chômage a également ef effic
développement des activités des compagnies
tenu de l'apport positif d'une énergi natio
plesse — le méthane — le développement d
hydrocarbures a provoqué la création de
postes de travail.

En reconnaissance, le vote de la loi sur
carbures n'a provoqué qu'une irritation d'h
Gulf-Oil et de la Standard of New-Jersey q
rent de se retirer d'Italie. Il en alla ut au
la mauvaise humeur se transforma égar
tenace.

Mais Enrico Mattéi avait l'intention de d
du pétrole. Ce projet n'était pas à la mesu
tissement extérieur du Gouvernement italien
désirs. La société étatique de Mattéi subit,
prévisible des offres extérieures qu'il fall
naif de s'étonner de cette acceptation q
dance économique des gouvernements europé
ton n'est plus à faire.

C'est la raison pour laquelle la mpa
par les milieux pétroliers du consortium laiss
de très rares initiés placés pour savoi entr
a toujours été considéré par les Américains
rapports d Mistress BOOTH LUCE) comme un
était capable de mene la lutte de progrès
à la démagogie du Parti Communiste italie
trompé, on n'en veut pour preuve que les c
l'U.N.I.T.A. l'organe central du Parti du M.
suivant sa politique démo-christano-progressi
en compagnie de son ami GEORGIO LA

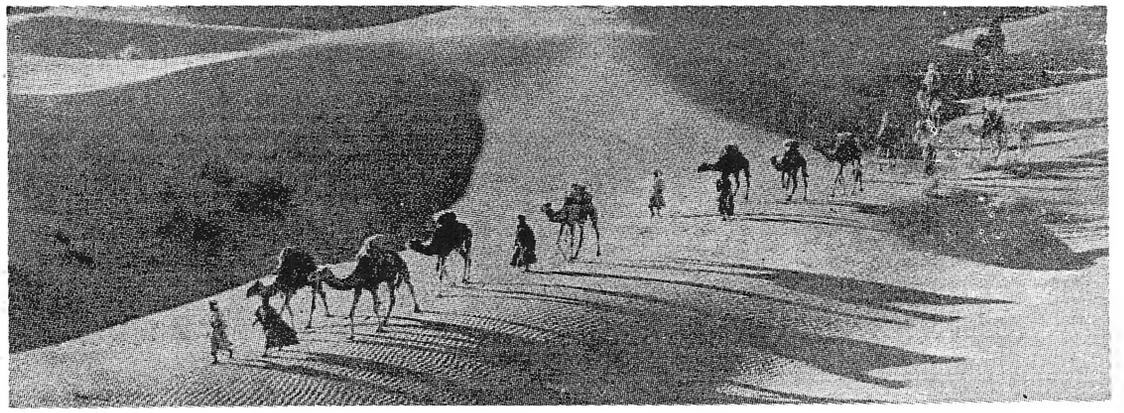
« Sa tête a son secret, son or a

Enrico Mattéi semble s'orienter vers p
jeu iranien ressemble étrangement à un
de la politique pétrolière féodale et rétr
de sinistre mémoire. Parallèlement, da u
l'Iran n'est sans doute qu'un test, la ctr
substituer au traditionnel échiquier du Col

L'OFFENSIVE DES PETROLIERS AMÉRICAINS

QUAND, POURQUOI, COMMENT

S'il est aujourd'hui possible d'avancer qu'Enrico Mattéi est une tour que certains financiers américains tiennent en réserve sur l'échiquier moyen-oriental, tout en la faisant progresser jusqu'au mat éventuel, il est certain que pour l'instant Mattéi tient à conserver l'anonymat le plus strict dans cette partie que la doctrine Eisenhower a engagée pour le roll-back de l'expansionnisme économique soviétique.



Dans le mirage des sables... Des voix dans le désert.

La formule est intelligente et il est bien certain que si des pays comme l'Italie pour le pétrole et l'Allemagne de l'Ouest pour l'équipement industriel peuvent servir de bastions avancés au Département d'Etat, ce ne sont pas les grandes compagnies pétrolières américaines, malgré leurs déclarations officielles qui y verront un inconvénient. L'on a d'ailleurs vu, comment par le canal de l'E.N.I. même elles avaient, en tenant la clef de la rentabilité de l'exploitation pétrolière, le raffinage, un pied à l'étrier ; il parait donc qu'Enrico Mattéi, sous le couvert d'une rivalité de façade soit étroitement solidaire et même l'associé des Américains dans cette lutte souterraine qui oppose Wall Street au Kremlin.

Nous retrouvons la trace de la pression américaine sur Mattéi, dans les dossiers du Palais de Chigui, le Ministère des Affaires Etrangères italiens.

Dans les archives du Ministre des Affaires Etrangères italien se trouve en effet une note officielle du Département d'Etat qui dit textuellement, à propos de l'accord italo- iranien, « DITES A MATTEI DE SE TOURNER PLUTOT DU COTE DU SAHARA... AUTREMENT... ». le même jour, Jefferson Caffery déposant devant une commission du Sénat américain se prononçait pour la poursuite de l'aide américaine à l'Italie... sous certaines conditions.

L'aide américaine fut votée. Certains partisans du sensationnel qui veulent présenter Mattéi comme un condottière dressé contre les puissances financières américaines ont trop tendance à oublier que l'organisme dirigé par Mattéi est un organisme d'état et comme tel, parfaitement tributaire des intérêts bien compris de l'économie italienne, elle-même dépendante de l'aide financière américaine.

C'est à ce moment que se dessine dans les coulisses de l'E.N.I. un nouvau jeu politique que l'on tient à garder parfaitement secret, la dualité d'action italo-américaine.

Ceci est d'autant plus clair qu'après l'ultimatum du Département d'Etat à Mattéi l'envoyé spécial C.I.P.O. à Rome reçoit une déclaration sans embages ni faux fuyant d'un des hommes de confiance d'Enrico Mattéi : « l'E.N.I. serait très heureuse d'être associée à la mise en valeur du Sahara français. Monsieur Mattéi n'attend que cela et accueillerait favorablement les avances.. Nous cherchons des activités, du travail... Nous avons de l'outillage et des possibilités, de l'expérience aussi... Notre ambition est de les utiliser le plus possible ».

Cette demande explicite faite comme nous le voyons sur les conseils impératifs de Washington ferait, si elle était acceptée, le jeu des U.S.A. qui n'entendent pas se mettre à dos en collaborant avec les Français trop ouvertement le futur Gouvernement de l'Algérie à quelques encablures de l'indépendance. Cette politique anti-algérienne d'Enrico Mattéi pourrait avoir à plus au moins longue échéance des conséquences néfastes pour ses futurs projets moyen-orientaux, cette fois cautionnés par les grandes compagnies pétrolières américaines.

LES PREUVES DE LA COLLUSION AMERIQUE - MATTEI

Cette récente dépendance d'Enrico Mattéi vis-à-vis de la haute finance américaine se traduit dans les actes de l'animateur de l'E.N.I., et il ne se passe pas de mois sans qu'un fait nouveau ne vienne sanctionner cette réalité qui va s'inscrire de plus en plus dans l'histoire de la guerre du pétrole. C'est ainsi qu'au début de l'année 1957 a été constituée au Caire une société pétrolière égyptienne « EASTERN PETROLEUM COMPANY OF EGYPT » au capital initial de 100.000 livres égyptiennes, capital qui doit être porté dans les deux mois à venir à 2.000.000 de livres égyptiennes. La distribution des parts de la société est des plus instructives, et s'établit ainsi :

— SOCIETE COOPERATIVE DE PETROLE, société égyptienne .. 20 %
— ORGANISME GENERAL DU PETROLE, gouvernement égyptien 29 %
— SOCIETE INTERNATIONALE « Pétroleum of Egypt », représentant la société belge PETROFINA, la société gouvernementale italiene A.G.I.P. et des capitaux américains ..... 51 %

En outre, l'A.G.I.P. MINERARIA a acquis 32 % des actions de l'INTERNATIONAL EGYPTIAN OIL COMPANY.

Cette énumération très incomplète se passe de commentaires et laisse deviner l'oreille des financiers de Washington pour qui les activités d'Enrico Mattéi deviennent de plus, vu la loi anti-trust, un paravent confortable et efficace.

Dernièrement, *DEMOCRATIE* s'est fait le premier l'écho de possibiltiés pétrolières au Maroc. Dans le cadre de cette information, nous avons posé à Monsieur Mattéi certaines questions qu'il a préféré laisser sans réponse dans le louable souci de ne pas dévoiler son arrière-jeu. Il aurait été pourtant particulièrement intéressant de savoir notamment si Enrico Mattéi avait été informé de la visite expresse à Rabat de trois membres importants de la Direction de la TEXAS PETROLEUM.

Il aurait été utile pour la compréhension du contexte pétrolier NORD-AFRICAIN que Monsieur Mattéi consente à faire état de la teneur exacte de ses relations avec Aristote ONASSIS dont on connaît les attaches plus que solides avec les trusts pétroliers américains. Nous avons déjà dit que la réponse de Monsieur Mattéi affirmant ne pas avoir rencontré Monsieur ONASSIS avant sa venue au Maroc n'apporte aucun démenti aux conversations importantes qu'il avait eu en Italie avec ce dernier. Monsieur Mattéi, qui n'est pas sans ignorer la querelle d'investiture que se livrent à l'heure actuelle des compagnies pétrolières et para-pétrolières en Afrique du Nord et tout particulièrement au Maroc ne doit sans doute pas ignorer que des rumeurs confirmées font état de la prochaine venue au Maroc du géophysicien international italien CALVARESI et de Monsieur Frank KAFTEL président-directeur de la compagnie de forages américaine TEXAS-MAYFLOWER, dont les points de vue devront être confrontés ; là encore, la coïncidence est évocatrice.

Lorsque Monsieur Mattéi entend faire un appel du pied au Gouvernement français pour rentrer dans le complexe saharien, il sait parfaitement qu'une prise en main par l'E.N.I. ou toute autre de ses filiales existantes ou d'occasion le rendrait co-exploitant avec la TRANSWORLD PETROLEUM, la SINCLAIR OIL, la NEWMONT OIL, la CORONADA, et la CITIES SERVICE dont on connaît le dernier succès au Dhofar, province semi-autonome du Sultanat de Mascate et d'Oman, point crucial de la guerre du pétrole.

Monsieur Mattéi pourrait également s'il le voulait, expliquer pourquoi il s'intéresse autant aux négociations secrètes entamées par le super trust Standard of New-Jersey avec la Compagnie Française des Pétroles. De divers côtés on affirme que Standard of New-Jersey entendrait être majoritaire dans la nouvelle société d'exploitation saharienne qu'elle voudrait créer avec la C.F.P. La compagnie américaine invoque pour ce faire le précédent de la Compagnie des Pétroles d'Algérie, contrôlée à 65 % par le groupe Royal Dutch Shell. Ce partage d'une région dépendante d'une future Algérie libre, explique sans doute pourquoi M. Mattéi entend demeurer muet sur l'opinion qu'il possède sur le contexte politique nord-africain. Ceci, malgré tout l'intérêt qu'aurait la doctrine Eisenhower de clarifier une politique équivoque de balance entre Paris et le monde arabe. De Suez à Alger il est démontré que ménager la chèvre colonialiste, c'est voir le chou du monde arabe se mettre hors de portée.

Nous avons beaucoup dit sur cette affaire et sur cette rivalité pétrolière dont le cadre déborde aujourd'hui sur l'Afrique du Nord. Nous avons délibérément conservé par devers nous des compléments d'informations et de preuves, estimant que si notre rôle est d'informer, il n'est pas de jeter de l'huile sur le feu. L'Afrique du Nord entend exploiter en commun ses richesses et tout particulièrement son sous-sol saharien, étant bien entendu qu'elle n'acceptera jamais que ses richesses soient l'objet d'un enjeu dont les trois pays nord-africains feraient les frais. Il nous faut des garanties, qu'on nous les donne.

"LES MANGUES VERTES"

UN AMOUR INTERDIT

par Maurice MASCHINO

Est-ce si simple d'aimer ? La chanson le dit, et les boy-scouts le croient. Mais la légende est pleine d'amours malheureuses, et ce n'est pas perversité : il y a quelque chose d'impossible dans toute tentative amoureuse, et l'amour est une contradictoire exigence. Car aimer, c'est vouloir l'autre à soi, et le vouloir soi en même temps, c'est désirer qu'une liberté, en s'aliénant, se conserve comme liberté : « Tu es mien, mais tu es libre, tu es mien librement », c'est-à-dire que tu n'es pas complètement mien, et que tu restes toi. Volonté de fusion et de participation, tentative de création par delà la singularité des êtres, d'un « nous » qui les dépasse et les transcende, l'amour se heurte pourtant à ces « je » qui cherchent vainement à se confondre : tôt ou tard, leur disparité éclate, quelque chose brise, ou empêche, leur réciproque intégration, et ce quelque chose semble toujours fortuit, accidentel : on accuse souvent « le caractère », qui « change », ou les circonstances, une rencontre, la naissance d'un enfant, la famille, la politique. Il serait plus juste d'accuser la singularité indestructible de chacun.

DANSE-T-ON AVEC UN NEGRE ?

La couleur d'une peau, l'humiliation d'un peuple, une liberté à conquérir — c'est l'obstacle racial qui sépare les amants des MANGUES VERTES. Madeleine Alleins, dans son roman, analyse avec minutie pourquoi une blanche et un noir ne peuvent pas s'aimer simplement, comme ça, parce qu'ils se plaisent, et quel interdit pèse sur leur amour. Cet interdit, ils le découvrent en eux au fur et à mesure qu'ils se découvrent: parce qu'il est noir, parce qu'elle est blanche, leur salut passe par le salut d'un peuple.

Un village indigène, perdu dans la brousse. Quelques Européens, qui crèvent d'ennui et, le soir, tels des mouches autour d'une lampe, qui s'agglomèrent autour d'un « pot », ou sur une piste de danse. Judith est là depuis 15 jours, travaille dans un bureau, habite près de la morgue. Elle est arrivée « sans préjugé... (Elle) n'a jamais pensé à (la) différence (des) couleurs(s) ». Alors, parce qu'ele en a envie, qu'elle est seule et qu'il est sympathique, un soir, elle danse avec lui. Lui, Arnys, qui est noir, connait Paris, peint des tableaux, et qui, depuis son retour, vit à l'africaine. Mais danse-t-on avec un nègre ? « Vous êtes la seule Européenne à avoir dansé avec lui, lui reproche-t-on... Ici, on ne peut pas se permettre ça ». Judith regrette alors d'avoir invité Arnys, « elle ne voulait pas qu'on la vît avec un noir ».

Pourtant, elle le recevra chez elle. Il parle peu, ils restent côte à côte, en silence, et le noir, parfois, lui prend la main, qu'elle retire. Il revient souvent, ils échangent quelques mots, davantage de caresses, ils sortent ensemble — mais Arnys reste distant, insaisissable, il désire Judith, mais il semble à la jeune femme que ce désir lui suffise, qu'il n'est pas l'expression d'une recherche — qu'elle ne l'intéresse pas. Elle se sent extérieure à lui, comme étrangère à son univers, alors qu'elle-même s'intéresse, qu'elle est « prise déjà : les absences d'Arnys, imprévues, inexpliquées, la tourmentent, elle a besoin de sa présence, elle attend ces baisers qu'elle repousse, ces caresses qu'elle écarte, elle veut cet être dans sa complexité, il se livre si peu. Mais elle ne peut pas lui dire encore qu'elle l'aime, il y a trop de curiosité, ou de bonne volonté dans cet attachement, quelquefois de la colère ou de la pitié, elle ne voit pas clair en elle. — pas assez pour être autre chose que sa moitresse. Lui-même attend-il autre chose ? Que pourrait-il recevoir d'autre qui ne le blessât ?

Un jour, par exemple, elle l'a fait inviter chez des amis européens, il était seul noir parmi ces blancs, et ce fut intolérable : il n'a rien dit, il s'est buté dans un silence agressif ; il savait qu'il humiliait Judith, et il s'en veut, et il lui en veut : « Comment veux-tu que je parle ?... Si je parlais comme eux, ils croiraient que je les singe, et si je ne pense pas comme eux, c'est que je suis de race inférieure. De cette race qui fait l'amour sur les places et qui gueule en chœur à la lune... Je ne peux pas parler avec eux, tu comprends ? Ils attendent que je trébuche et moi, je ne pense, tout le temps, qu'à me montrer à la hauteur, et tout ce que je trouve à dire me paraît insuffisant, face à l'énorme attention blanche.. De vous à nous, il ne peut y avoir sans trahison de paroles anodines. Je représentais ma race... Je le leur ai montré ».

Cette race, Judith la découvre progressivement, et le destin que les Blancs lui imposent. « Dans ce pays, rien n'est innocent », lui déclare la femme de son directeur — et surtout pas les noirs, pauvres, sales, voleurs, au demeurant fiers et susceptibles, vindicatifs, des gens, enfin, qui ne respectent que la force. — C'est la misère autour d'elle, et l'injustice, et la grande faim noire, la morgue toujours pleine de cadavres, les gosses qui crèvent comme des mouches. Sur cette misère s'étale, opaque, sans faille, l'immense mépris des Blancs.

LE RACISME, C'EST UNE CONDUITE

Peut-être Judith, qui n'est pas une grande âme, qui n'a rien d'une sœur de charité, l'eût-elle fait sien aussi, insensiblement, imperceptiblement. Car le racisme n'est pas, d'abord, une doctrine que l'on professe ; c'est une attitude vécue, une conduite, un style de comportement, qui s'exprime dans l'intonation de la voix, une remarque « anodine », un geste, c'est d'abord la perspective dans laquelle on fait exsiter l'autre — le nègre, l'arabe, le juif — dans laquelle on le fait inexister. Parce qu'on a peur, et c'est un mécanisme de défense.

Ce mécanisme, l'amour, dans l'âme de Judith, va l'enrayer. Arnys, certes, ne parle guère, il ne tente pas de « convertir » Judith, ni de l'utiliser, il ne lui propose pas de voir les êtres et les choses autre Arnys qu'ils cherchent, lui qu'il faut sauver — ou laisser tuer : Judith n'hésite plus, elle a décidé, elle a choisi : demain ils partent ensemble, avec lui elle combattra pour la liberté noire.

Seulement, elle est blanche, et sa blancheur est une injure, c'est une tache indélébile, un vice radical qui compromet son engagement. Car le racisme imbibe l'univers colonial, il gâte, sans distinction, les êtres qui le composent. Le blanc n'y échappe pas, ni le noir, il les marque réciproquement, puisqu'il est, précisément, une relation, la caractéristique propre d'un rapport. Le racisme fait du noir un être contesté, mais inversement, le blanc, en milieu noir, devient un être éminemment contestable. La haine du blanc, c'est le seul recours qui reste au noir pour ne pas désespérer de sa condition.

Judith ne sera pas détestée, ni haïe — mais elle ne sera pas acceptée. Elle reste suspecte, inassimilable, Arnys lui-même — précisément parce qu'il lutte pour la dignité noire — la tient en dehors de sa lutte : « Je suis avec toi... — Qu'est-ce que ça veut dire, lui lance-t-il. Tu es une étrangère... Notre liberté, ça n'est pas ton affaire. C'est par hasard que tu es là. Que risques-tu ? ...On ne te fera pas marcher à coups de pieds dans les reins... Tu n'as pas à gagner avec nous, tu te compromettrais pour rien. Et toujours les nôtres se méfieront de toi ». « Je ne comprends pas, lui déclare aussi un autre noir, ce que tu veux de nous. Nos affaires ne sont pas les tiennes ».

Elles le sont assez, cependant, pour que les siens la rejettent. Son chef de service l'oblige à quitter la région, mais il lui laisse le choix entre la métropole ou les territoires du Nord, où la vie est plus rude. Fidèle à son amour, et dans le prolongement même de cet amour, Judith choisit l'Afrique.

Impossible, son amour n'avorte pas : il se dépasse, se transfigure et s'accomplit dans un plus grand amour. Il s'élargit aux dimensions d'un peuple, et c'est sur un autre plan qu'il se réalise : il n'y a peut-être pas d'amour heureux, mais il n'y a pas d'amour stérile. « Des hommes luttaient, allaient en prison, des événements avaient lieu autour d'elle, mais elle était dans cette situation de les laisser passer sans les voir. De cet aveuglement au monde, de cet aveuglement aux autres, seul Arnys (avait pu) la tirer... Jusque là, elle avait vécu sans savoir ce qui se passait autour d'elle... ». Maintenant, parce qu'elle aime Arnys, elle sait. Cet amour lui ouvre les yeux, la rend lucide, il la sensibilise au phénomène noir, il la fait accéder à l'existence authentique, qui n'est autre que l'existence engagée. L'amour, ici, se dépasse, mais ne se perd pas : par delà le romantisme facile des étreintes au clair de lune, c'est dans la lutte qu'elle rejoint Arnys, c'est en participant, parmi les siens, au combat qu'il poursuit de son côté — de l'autre côté — qu'elle continue de l'aimer.

LES NOIRS SONT DES PERSONNES

Peut-être soupçonnera-t-on la romancière d'avoir subordonné le développement de son récit aux exigences d'une thèse politique qui, en l'informant, le priverait d'authenticité : la fabulation ne serait alors qu'un prétexte à la démonstration.

Il n'en est rien. Sans doute l'auteur déclare-t-il : « Les situations que j'ai tenté de retracer, les problèmes qu'elles soulèvent sont... d'une grande généralité. De là, il m'a paru, l'inutilité d'une localisation ». Mais les généralités, à juste raison, n'intéressent pas la romancière ; ses personnages ne sont pas des types, ce sont d'abord des personnes, des êtres singuliers, qui existent par eux-mêmes, qui n'actualisent pas une idée, un concept ou une essence. Ils ne miment pas une théorie, ils incarnent un drame objectif qu'ils assument dans la singularité imprévisible de leur être. Le mérite principal de Madeleine Alleins est justement d'éviter la généralisation d'un cas et, au sens péjoratif, la « politisation » de son récit. Elle ne se sert pas d'Arnys, ni de Judith, elle les sert, au contraire. Et si, comme le suggère un critique, ce roman stylise une expérience vécue, il faut féliciter l'auteur de s'être si habilement « réservé » : conférer à ses personnages pareille indépendance, les tenir à semblable distance, leur insuffler une telle densité d'être, c'est faire preuve d'une haute maîtrise et se classer, d'emblée, parmi les romanciers les mieux doués, les plus capables, de la nouvelle génération.

Le roman de Madeleine Alleins eût pu être écrit par un Noir. C'est le meilleur hommage, je crois, qu'on puisse rendre à son talent.

LE COMMERCE MAROCAIN

AU BORD DE LA FAILLITE

Ils sont là assis parmi les caisses de thé, de sucre, l'air maussade et inquiet, attendant l'acheteur qui devient problématique et s'interrogeant anxieusement : de quoi sera fait demain. La crise commerciale a frappé à leurs portes. Dans les hautes sphères gouvernementales on se refuse encore à voir la situation telle qu'elle est, cruelle et désespérante, mais le mécontentement s'affirme dans le monde du commerce et il faut bien qu'un jour ou l'autre les responsables des destinées de notre pays en tiennent compte. Les commerçants que j'ai eu l'occasion d'interviewer sont unanimes à penser qu'au rythme où vont les choses, l'économie marocaine déjà mise à rude épreuve sera complètement asphyxiée. Il est aisé de deviner les conséquences d'un tel état de choses : la misère — avec tout son cortège — frapperait à notre porte. Nous serons menacés par la famine car le ciel marocain nous a, lui aussi, dans « cette année des vaches maigres » marchandé sa pluie bienfaisante.

Nous avons, pour notre part, jugé utile de connaître dans l'état actuel des choses, l'avis des commerçants. Ce sont leurs craintes et leurs inquiétudes, leurs espoirs et leurs suggestions dont ils m'ont fait part que vous allez lire. Aussi cette enquête se propose-t-elle, fidèle à la ligne de conduite de « Démocratie » d'apporter un témoignage sincère et édifiant sur les problèmes économiques.

⁂

« Quand le bâtiment va, tout va » dit un vieil adage. Je me suis rendu, chez un architecte de la ville auquel j'ai demandé de bien vouloir me faire le point de la situation de l'industrie du bâtiment.

— L'industrie du bâtiment au Maroc a été touchée sensiblement me dit mon interlocuteur. Le nombre des chômeurs dans le bâtiment croît sans cesse : en 1953, 162.000 employés sur les chantiers de construction, en 1957, 22.000 seulement. Vu cette situation pour le moins aléatoire, on est en droit de se poser la question : le Maroc, malade, arrivera-t-il à « tenir le coup » ?

On a d'ailleurs beaucoup parlé au Maroc du rapport Gouin qui fait état de la situation presque tragique dans laquelle se trouve l'industrie du bâtiment.

Alors que la construction est un problème d'une urgence impérative qui doit permettre l'absorption de la plaie des bidonvilles marocains, l'on voit les grandes entreprises de construction émigrer en France ou en Amérique du Sud, les moyennes entreprises aux prises avec de graves difficultés, les banques limitant les crédits et enfin les petits entrepreneurs fermer leurs portes.

Résultats pratiques : chômage de la main-d'œuvre régulière et occasionnelle et émigration des spécialistes, architectes et autres.

⁂

Le représentant de « Moto-Hall » à Casablanca me reçoit. Il m'avait au début pris pour un éventuel acheteur. Quand il apprend le but de ma visite, son accueil n'est pas moins amical.

— Pendant tout ce mois-ci, j'ai vendu 2 cyclomoteurs me dit-il. La cause essentielle de cette crise est la hausse des droits de douane. Vous n'êtes pas sans savoir que mes clients font partie exclusivement de la classe ouvrière. Le prix de vente d'un cyclomoteur qui était, il y a quelque temps de 70.000 francs est passé à... 95.000 francs. Je vous signale en passant que les taux d'assurance sont d'autre part astronomiquement élevés. Il est absurde, à mon sens, que l'ouvrier qui achète une Jawa 350 cc soit tenu à verser à la compagnie d'assurances la même somme que pour une voiture 4 CV. soit approximativement : 36.000 francs.

Quant à nos succursales à l'intérieur du Maroc, j'aime autant vous dire que je compte les fermer. Le commerce y est pratiquement inexistant. D'autre part, je me suis vu obligé de réduire mon personnel au strict minimum : j'ai renvoyé quelques employés qui, malheureusement, augmenteront le nombre des chômeurs.

Le même son de cloche chez M. T.., commerçant en gros à Meknès.

— La crise est totale dans le commerce des tissus, me dit-il. La hausse des prix a diminué d'une manière conisdérable le pouvoir d'achat du consommateur. Il y a 2 ans, ou plus exactement après le retour de S.M. le Roi, le commerce était florissant. Maintenant la situation va de mal en pis.

⁂

M. X. directeur de publicité d'une grande maison d'automobiles me dit :

— Il est évident que les difficultés que le Maroc rencontre sur la route de l'indépendance économique sont nombreuses. Ces difficultés sont aggravées en outre par le fait que le Maroc fait partie de la zone franc et qu'il a dû prendre des mesures pour s'aligner sur la France qui n'étaient pas de nature à favoriser son commerce extérieur. Ainsi le régime dit de « la porte ouverte » s'est trouvé depuis quelque temps très bousculé.

— Mais quelles sont, à votre avis, les causes de cette crise économique ?

— Le gouvernement a été obligé de créer une administration et cela appelle des dépenses considérables. L'année agricolel a été très mauvaise. L'augmentation de l'essence nous a, d'autre part, porté un coup d'une gravité exceptionnelle : c'est ainsi qu'il y a quelques années tout le monde pouvait acheter une Chevrolet, maintenant les acheteurs se tournent plutôt vers la voiture de petit cylindre, de conception européenne. En outre, les capitaux ont fui vers les pays de l'Europe où le danger d'une invasion communiste est tout de même moins probable. Certaines personnes qui voudraient investir des capitaux au Maroc sont pour le moment, dans « l'expectative ». Ils observent. Ils voudraient voir si la sécurité règne au Maroc.

— Et quel serait, à votre avis, le remède propre à un tel état de choses ?

— La sécurité, comme je viens de vous le dire, est une condition sine qua non pour encourager l'investissement des capitaux au Maroc. Il faudrait d'autre part, prendre en considération le fait qu'un grand nombre de commerçants marocains se dérobent au fisc, parce qu'ils ne tiennent aucune comptabilité. Le gouvernement est alors acculé aux impôts indirects sur le tabac, l'essence. On élève les taxes douanières. Mais ce sont là des solutions sympliste. Je crois, pour ma part, que la solution réside dans l'éducation du peuple. Il faut que le commerçant tienne une comptabilité. Il faudra une génération — au moins — pour y arriver.

Il y a en outre un autre point sur lequel j'aimerais, pour finir, mette l'accent, c'est qu'il importe de développer les industries des phosphates et de favoriser l'industrie des mines.

⁂

Chez les petits commerçants le mécontentement grandit de jour en jour. On ne sait plus à quel saint se vouer. D'aucuns crieront à l'exagération si je disais que plusieurs commerçants pensent fermer leurs portes. Il n'est pas un commerçant qui ne m'ait déclaré être sensiblement touché par la hausse « démesurée » des tarifs douaniers.

Le député Moulay Ali Kettani est le seul à penser que les dispositions prises dans ce sens par le Ministre des Affaires Economiques sont bonnes. Tel n'est pas l'avis de M. X... un de mes amis, commerçant au Boulevard Mohammed-V qui m'a déclaré :

— Les nouveaux tarifs douaniers nous ont asphyxiés. Une révision urgente de ces tarifs s'impose à mon avis. Sans cela les commerçants ne pourront plus « tenir le coup ».

— Figurez-vous me dit un autre commerçant que nous sommes obligés de verser « au comptant » les 40 % de droits de douane. A savoir : si nous faisons une commande de 1.000.000 de francs, nous devons payer sur le champ 400.000 francs. Peu nombreux sont ceux d'entre nous qui peuvent supporter *un tel état de choses.*

⁂

M. Kettani pense, quant à lui que les dispositions se rapportant à l'augmentation des droits de douane sont très bonnes du fait même qu'elles rapportent au budget de l'Etat 6 milliards de francs. Les causes de la crise économique actuelle émanent, à son avis, plutôt des dispositions découlant de l'arrêté du 12 août apliquant la « taxe Gaillard » et de l'anarchie qui sévit dans la répartition attributive des licences d'importation.

— Cette taxe de 20 % me dit M. Kettani tombe plus particulièrement sur le secteur de l'équipement — c'est ce qui grave — elle empêche le développement de l'industrialisation du pays. M. Kettani, insiste, en disant que l'industrialisation du Maroc est nécessaire et doit être encouragée si l'on veut libérer économiquement le pays.

En outre, poursuit M. Kettani, l'atmosphère malsaine créée par une répartition injuste et fantaisisite des licences d'importation, est une autre cause de la crise qui sévit actuellement.

De plus en plus on ne tient plus compte pour la délivrance des licences d'importation, des critères comme ceux de l'importance commerciale de la firme ou de sa spécialité. Les licences sont distribuées aux amis et aux relations personnelles. Il est urgent de remplacer l'actuel système de répartition des licences par un autre plus profitable au commerce et à l'état. En effet nombreux sont les commerçants qui achètent les licences d'importation à ceux qui les offrent sur le marché. Il est préférable que cet argent qui est supporté par le consommateur n'aille pas dans les bourses privées mais alimente plutôt les caisses de l'Etat. En effet, l'état pourrait ouvrir un guichet de vente des licences d'importation contre une taxe que devrait payer le commerçant. Cette méthode, à mon avis, tout en permettant une entrée nouvelle d'argent dans les caisses de l'Etat, assainirait l'atmosphère commerciale et économique.

— Mais que peut-on faire, M. le député pour les petits commerçants qui se plaignent d'être tenus à payer les 40 % des droits de douane au comptant ?

— Je crois pour ma part que le Gouvernement pourrait encourager les banques à accorder des crédits aux petits commerçants qui auraient des difficultés à faire face à une telle situation.

— Et quelles sont, à votre avis, M. le Député, les remèdes propres à remédier à la crise actuelle?

— Il faut, en premier lieu, que le Ministre de l'Economie Nationale cesse de nous surprendre chaque jour par ses improvisations. Sa façon d'agir n'est pas claire: tantôt c'est le dirigisme le plus austère, tantôt c'est la méthode libérale qui est à l'honneur. Qu'il trace une fois pour toutes, un programme, une politique économique et qu'il la respecte. Il faut savoir si notre Gouvernement opte pour le dirigisme ou pour le libéralisme.

DU COTE DES GARAGES...

Un propriétaire de Garage. M. R. G... Il vient de rentrer de vacances de France. Il me reçoit... à la porte du garage. Il est revenu décidé à travailler au Maroc et à y rester mais les circonstances et particulièrement les mesures gouvernementales concernant l'augmentation des prix des carburants, la taxe sur les automobiles, les nouvelles taxes douanières, ont tué le marché de l'automobile.

M. R. G... me dit qu'il a perdu près de 30 % de ses clients — partis en France — et qu'à cause des nouvelles taxes, son chiffre d'affaires a baissé de moitié.

Dans cette situation périlleuse il ne peut tenir et il envisage d'aller « planter sa tente » ailleurs... avec beaucoup de regrets car il aime le Maroc et les Marocains et aurait bien voulu y continuer son activité.

⁂

Dans les transports le virage est dangereux écrivait « Démocratie » dans son n° 14. Le trafic routier périclite en effet. Ce rouage indispensable à la vie économique est, à l'heure actuelle au point mort. Les transporteurs, mécontents, se sont réunis, au cours de la semaine dernière pour prendre des décisions qu'on nous a qualifiés d'extrêmement graves quant à leur avenir.

Nous nous sommes rendus chez le Président des Transporteurs M. Hadj Brahim qui a, avec une impolitesse incompatible avec ses fonctions, refusé de nous donner des renseignements sur les décisions prises au cours de la réunion. « Démocratie » reviendra prochainement sur cette affaire. Entre temps, nous nous sommes rendus chez un transporteur de la rue Foucauld qui a bien voulu nous déclarer :

— Depuis que l'essence a augmenté, le frêt de nos camions a diminué d'une manière dramatique. 90 % de nos camions sont pratiquement immobilisés. La sécheresse nous a, d'autre part, porté un coup très grave..

Encore faut-il signaler que le peu de frêt qu'il y a, est, la plupart du temps, « raflé » par les camions privés qui roulent librement.

A la porte du garage, les camions attendent le chargement qui devient plutôt rare. Les conducteurs et les graisseurs discutent, histoire de tuer le temps.

⁂

Nous venons de traverser un été durant lequel l'activité générale du pays a été plus que ralentie. Cependant, ce sont les mois d'été qui d'ordinaire sont au Maroc les mois de grande activité : Rentrée des récoltes, trésorerie améliorée des fellahs et de la main-d'œuvre agricole, courants commerciaux intenses.

L'été 1957 fut une période au bout de laquelle nous venons de voir de nombreux commerçants appartenant à des secteurs différents dire leur déception et établir un bilan nettement déficitaire de leurs activités.

L'automne commence et l'hiver approche. Ils seront durs pour toute la population du Maroc. Sans être pessimistes ,on peut constater que la relance économique n'est pas pour les jours qui viennent. Le capitalisme privé reste sceptique et hésite à investir au Maroc.

Les pouvoirs publics doivent tout mettre en œuvre pour pallier au manque d'investissements privés et pour injecter du sang nouveau dans les veines de l'économie marocaine. Ont-ils mis au point les mesures adéquates ? Nous en doutons, l'improvisation et l'imprévoyance des responsables de l'économie nous ont conduit à la situation dans laquelle nous pataugeons présentement. Il serait miraculeux qu'ils puissent trouver les idées et l'argent pour parer à la grave crise qui nous assaille.

Victor MALKA

La question algérienne à l'ONU

De notre correspondant spécial à New-York

Adoptant sans opposition une recommandation de son bureau, l'Assemblée générale des Nations-Unies a décidé de procéder au cours de l'actuelle session à un débat complet sur la question algérienne.

On pense que le bureau politique en sera saisi vers la fin d'octobre ou à tout le moins au début de novembre. C'est avec une certaine fièvre que les diplomates occidentaux s'interrogent sur la portée d'un débat qui s'avère de jour en jour plus difficile et qui doit mettre le gouvernement français dans une position d'accusé devant l'opinion internationale. A ce sujet les Etats-Unis qui ont dans le débat sur la question hongroise remporté un succès de propagande indéniable, succès dû en grande partie à l'appui que leur ont apporté un grand nombre de voix afro-asiatiques, éprouvent une sorte de nervosité inquiète devant les atermoiements du gouvernement Bourgès-Maunoury. Personne, aux Nations-Unies ne considère le projet de Loi-Cadre comme une solution de la question algérienne. On souligne notamment que cette Loi-Cadre octroyée est en contradiction formelle avec les déclarations de M. Guy Mollet lors de son passage au gouvernement et celles de M. Christian Pineau. Ceux-ci n'ont en effet cessé d'insister sur le fait que l'élaboration d'une formule algérienne ne serait jamais unilatérale et que les populations algériennes auraient à se prononcer sur toute forme de statut ou de possibilité évolutive.

Or, rien dans le projet Bourgès-Maunoury - Lacoste ne vient contredire la déclaration de M. Naegelen qui considère comme d'ailleurs M. Defferre, la Loi-Cadre comme un retrait non seulement sur les décisions du Congrès socialiste de Lille, mais encore sur le statut de 1947.

De son côté la Délégation Extérieure du F.L.N. déploie une intense activité dont le point de départ a été la rencontre de ses leaders avec le Président Bourguiba à Genève. C'est à Genève que M. Bourguiba aurait proposé à M. Ferraht Abbas que la question algérienne s'inscrive désormais dans un contexte franco - nord - africain et que pour se faire, le F.L.N. demande aux délégations maroco-tunisienne à l'ONU d'être ses porte-paroles officiels. Cette proposition a donc inspiré la déclaration de M. Yazidi à New-York.

Cette déclaration n'a pas eu l'heur d'avoir l'accord de M. Balafrej, l'actuel ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Rabat qui a tenté de s'abriter derrière le discours de Sa Majesté Mohammed V à Tanger en déclarant à l'envoyé spécial du journal « Le Monde » :

« Je ne suis pas chargé de mission du F.L.N. Je présenterai un point de vue marocain que vous connaissez maintenant fort bien, et dont Sa Majesté a exposé tous les points. Dans la mesure où ce point de vue correspond aux aspirations du F.L.N., alors le F.L.N. pourra considérer que nous défendons ses intérêts. Cela est fort possible. Mais je vous répète qu'il s'agira d'un point de vue marocain. »

Il ne semble pourtant pas que la déclaration Yazid soit en contradiction théorique avec celle de S.M. Mohammed V à Tanger, et il paraît davantage que le Ministre des Affaires Etrangères marocaines cherche davantage à se ménager un gouvernement français avec lequel à son retour de l'O.N.U., il pense pouvoir négocier une solution du contentieux franco-marocain.

Cette position malheureuse des Affaires Etrangères de Rabat n'influera pourtant pas sur les débats au cours desquels les délégués marocains seront de toutes façons obligés de s'aligner sur les positions algériennes, car leur opinion publique serait amenée à se poser des questions qui ne seraient pas dénuées de vives réactions.

De leur côté les Américains qui balancent entre leur politique européenne et la doctrine Eisenhower pour le Moyen-Orient ont une certaine rancune vis-à-vis de la France à qui ils reprochent de n'avoir rien fait vers une compréhension plus saine du problème. Cette incompréhension obligera sans doute Washington a réfléchir profondément sur un vote que l'on ne peut encore aujourd'hui définir.

A l'O.N.U. come en Afrique du Nord, il reste démontré que les nations occidentales doivent choisir rapidement entre le colonialisme du gouvernement de Paris et l'amitié des peuples arabes. Les funambules doivent un jour où l'autre quitter la corde raide pour marcher comme tout le monde et c'est là que les hommes normaux les jugent.

L'on parle, en effet d'abstention des Etats-Unis lors du vote qui clôturera le débat sur l'affaire algérienne. Cette abstention sera mal accueillie à Paris, cela est certain et si l'abstention U.S. se confirmait un froid entre Paris et Washington serait inévitable.

J. L.

Nos lecteurs nous écrivent

LES MONUMENTS HISTORIQUES TOMBENT EN RUINES

Alors que l'on tente aujourd'hui de multiples façons d'attirer un afflux touristique dans notre pays, il semble que rien d'efficace ne soit fait tant pour la protection des sites que pour la restauration ou l'entretien d'une de nos richesses culturelles, les monuments témoins de notre passé, de notre histoire et de notre art.

Ici, un pan de mur s'écroule, là une pancarte publicitaire de mauvais goût vient rompre l'équilibre harmonieux d'un paysage.

Cet état de chose est particulièrement frappant à Marrakech, ville touristique par excellence. J'eus dernièrement l'occasion de converser avec de jeunes sessionnaires de la réunion internationale de Tioumliline, de passage dans la capitale du Sud. L'un d'eux me confia :

« Comment se fait-il que le gouvernement ne remédie aucunement à la dégradation progressive des monuments historiques marocains » ?

Nous étions alors en train de visiter la Koutoubia qui est presque totalement dégarnie de ses belles mosaïques vertes. J'ai menti à ce jeune garçon, ne voulant pas avoir honte et être obligé d'avouer que la carence des services administratifs était seule responsable de cet état de délabrement. Je lui ai répondu que personne n'avait réussi à trouver la recette de la fabrication des « Zellij ».

Plus difficile était de répondre, lorsque nous fûmes devant le minaret de Bab Mansour, coupé de haut en bas, par une « splendide fissure » large d'au moins trois à quatre centimètres.

Un Allemand sessionnaire qui avait entendu ma précédente réponse au sujet de la Koutoubia, me demanda :

« Et pour cette fente, a-t-on aussi perdu la recette susceptible de l'empêcher de s'agrandir ? »

Piqué au vif dans mon amour-propre de Marocain, je pris le parti d'aller interroger notre guide, le Révérend Père Gilles qui réside à Marrakech depuis 1927.

« Cette lézarde répondit-il s'élargit chaque année et il n'est pas exclu que le minaret finisse par s'écrouler dans quelques années. Je vous assure, ajouta-t-il qu'en voyant Mansourah, abandonné de cete façon, j'éprouve une grande tristesse ».

Ce qui est propre à Marrakech, ne lui est pas hélas exclusif, à Fez, à Meknès, pour ne parler que des grandes villes, et Dieu sait que nos villages et campagnes recèlent aussi des trésors historiques, des monuments menacent ruines et jour après jour, un mur qui s'écroule, une fente qui apparaît, un toit qui laisse filtrer la pluie font que les pierres témoins de notre histoire vont rejoindre dans l'oubli les ancêtres qui les avaient construites pour que l'on se souvienne d'eux.

Trahir le passé, mépriser une histoire, tels sont les qualificatifs que l'on peut mettre au bas de la page vierge des résultats concrets obtenus par les responsables de l'entretien d'une des branches les plus belles de notre histoire nationale. Des Msids sans intérêts sont restaurés, bien qu'ayant à peine 50 ans d'âge, mais la Koutoubia et le minaret de Bab Mansour menacent ruines.

Qui en est responsable ? L'administration des habous, puisque d'elle dépend la conservation des monuments d'intérêt national, et également la « Conservation des Monuments Historiques », dirigée par un certain Meunier dont le sommeil nous rappelle la chanson, mais aussi nous tous, Marocains qui ne savons pas exiger de l'administration le plus élémentaire respect des vestiges de notre histoire, de notre culture et de nos gloires anciennes.

BAROUDI Abdelah
Ahermoumou

LA ROUTE DE L'UNITÉ A SENS UNIQUE

A l'appel de Sa Majesté Mohammed-V, de nombreux jeunes volontaires membres de notre parti se sont présentés au Service de la Jeunesse et des Sports d'Ouezzane. 50 imprimés de demandes de travail leur furent alloués. Faute d'imprimés, les membres de la jeunesse du P.D.I. furent obligés de découper dans *Ar Rai El Amm* les formulaires que ce journal avait publié en encadré. La plus grande partie des volontaires du Parti demandaient à partir en août et septembre. Chaque jour, nos jeunes volontaires venaient à la permanence du Parti Démocratique de l'Indépendance demander quelle réponse avait été faite à leurs demandes. Tous les voisins étaient invités à passer la visite médicale et à embarquer pour la route de l'unité.

Etonnées par le silence qui suivait chaque demande, la faisant paraître refusée sans explication préalable, nous avons fait une enquête qui nous a permis de découvrir qu'au lieu de distribuer les réponses et convocations aux destinataires, le facteur remettait toutes les convocations pour la route de l'unité au... bureau de l'Istiqlal. Il n'est donc pas étonant qu'aucun membre du P.D.I. n'ait reçu de réponse à sa demande.

Nous avons protesté auprès du receveur des P.T.T. d'Ouezzane qui après avoir fait son enquête « personnelle » nous a répondu qu'effectivement les réponses avaient été remises par le facteur au bureau de ce parti, parce que les destinataires étaient inconnus à Ouezzane. Or sur chaque demande avait été inscrits, les noms, prénoms et adresses parfaitement détaillées des solliciteurs.

La réponse pour amusante qu'elle soit, ne nous satisfait aucunement et nous avons demandé aux services compétents de mener l'enquête sur cette affaire jusqu'au bout. Il est effarant de constater que l'administration des P.T.T. confie son travail au bureau d'un parti politique. Il y a là un phénomène de double emploi abusif. Si l'ironie était de mise dans une pareille affaire, vu l'austérité préconisée par notre Ministre de l'Economie Nationale, il va de soi qu'à Ouezzane, il faut supprimer ou les P.T.T. ou le parti de l'Istiqlal, les deux voulant faire avaler au public, leurs réactions et agissements partisans comme de vulgaires lettres à la poste.

Qu'en pense Monsieur le Ministre des P.T.T. ?

BEN GUEDDOUR
Ouezzane

Propos sur la civilisation et les cultures nationales

NOUS SOMMES TOUS DES PRIMITIFS (XI)

par

Mohamed Aziz LAHBABI

L'unité de l'espèce humaine et un fait, c'est un fait scientifiquement irréfutable, un fait rationnel ; c'est le fondement de toute morale, religieuse ou non, de tous les humanismes, de toutes les philosophies. L'hétérogénéité n'existe que dans les styles de vie, encore que ceux-ci ne dépendent pas des hommes, mais s'imposent aux hommes qui les subissent dans l'interhorizon où la géographie et l'histoire les placent (1). Les corrélations entre les fonctions mentales de l'être humain, ses comportements et le milieu géographique ont été maintes fois établies. Tout récemment encore, diverses recherches et divers collogues entre géographes et sociologues les ont confirmées (2). L'interhorizon comporte le milieu moral, mental, intellectuel, et en même temps le champ physique, matériel du travail, des inventions, et des relations humaines : c'est là où se forment les groupes, s'exercent sur eux le complexe climatique (température, pression, humidité), et le complexe matériel vital (richesses du sol, modes d'exploitation et d'élevage, systèmes d'habitat...) (3).

—o—

Si des chercheurs ne placent pas leurs analyses à ces niveaux, c'est souvent parce qu'ils se sont embarrassés de faux problèmes et de préjugés, ou bien à cause du souci de justifier l'exploitation éhontée de certaines races par d'autres et de légitimer « la traite des esclaves — autrement dit, la condition sociale du nègre dans le monde moderne — [ce qui] engendrera toute une littérature descriptive des prétendus caractères inférieurs du nègre. [...] L'opinion se cristallisera et admettra instinctivement comme une vérité révélée que Nègre = Humanité inférieure » (4).

La civilisation moderne, ivre du vertige accéléré de ses techniques et de son immobilisme agressif, s'agite sans but précis ; parce qu'elle est dépourvue du sens de l'orientation, elle étouffe sous l'effet de son esprit de suffisance. Elle n'a pas encore pris suffisamment conscience de ses propres contradictions, à peine si elle se met à la recherche de la conscience d'elle-même et d'une conscience morale adéquate aux structures et aux problèmes complexes du monde moderne.

Cela nous semble la conséquence immédiate de l'orientation qu'elle a prise autant que de certaines des méthodes dont elle se sert. Civilisation fétichiste du rendement, mercantile dans ses formes, et jusqu'à ses entrailles, elle ne répugne plus à aucun négoce : tout s'y vend, la vérité et le témoignage, la parole et le silence. S'il est aujourd'hui une expérience qu'on vit pleinement, même dans cet Occident qui représente l'avant-garde de l'humanité, c'est bien celle d'une certaine mollesse de la conscience, de la fragilité de l'esprit. Comme l'écrit J.-M. Domenach, « à part le coup d'arrêt marqué en Espagne, la terreur s'étendit jusqu'en 1941, et de 1941 à nos jours, presque sans combattre. Certes, elle s'était assuré de la supériorité des moyens, mais elle ne serait pas allée si vite et si loin, si elle n'avait bénéficié de la complicité de nombreux dignitaires de l'Intelligence et de la Religion... » (5).

—o—

En physique, l'électricité, la lumière, la chaleur, entre autres notions, ne se conçoivent plus comme des « forces », mais comme des *manières* selon lesquelles les phénomènes singuliers se manifestent et se comportent dans leurs relations les uns avec les autres.

Qu'est-ce que la culture nationale pour un peuple sinon les *manières* qui constituent les interhorizons des individus qui le composent ? En d'autres termes, ce sont des *façons* de manifester sa personnalité propre, de se comporter à l'égard de l'humain, du spirituel et de la nature ; des *façons* aussi d'établir diverses relations entre l'individu et le groupe sur la base des règles dégagées des expériences, acquises dans l'histoire ou imposées par la géographie. Une recherche *scientifique* de la civilisation consistera donc à suivre un processus à deux phases : observer chaque culture nationale comme un faisceau de phénomènes jouissant d'une certaine autonomie ; en second lieu, placer cette culture particulière dans l'ensemble des cultures pour observer les réactions en chaîne que déclenchent leurs interférences.

Cependant il ne semble pas que ce soit ainsi qu'on procède d'habitude. Pour établir l'opposition entre « civilisé » et « primitf » on recourt, aujourd'hui encore, à des critères particuliers empruntés à l'armature mentale de certains Occidentaux, selon une logique où un rationalisme mécaniste, froid et sans nuances, se mêle à des préjugés d'origines diverses.

Même après la publication posthume des *Carnets* où Lévy-Bruhl rejette le terme « prélogique » décidément incompatible avec la réalité, d'aucuns continuent à se cramponner à cette fallacieuse notion ; tous leurs jugements en ethnographie, sociologie, psychologie..., la postulent et s'y réfèrent. Nous sommes dans une triste époque où, comme le constate Einstein, il est plus difficile de briser un préjugé d'un atome. Ces gens n'ont pas encore compris — ou voulu comprendre — que la logique, en général, est un aspect parmi d'autres de la vie de l'esprit, et que celle-ci ne coïncide pas entièrement avec les lois de l'esprit. A cela deux raisons : les réflexes de supériorité de certains Occidentaux ; en second lieu, la foi aveugle en leur outillage conceptuel, lequel omet de tenir compte de certaines catégories mentales et psychologiques, justement parce qu'elles contrastent avec la rigidité des cadres et des liaisons de la logique habituelle. Ils sacrifient tout un secteur de la vie psycho-mentale qui pourtant oriente et meut fortement l'expérience humaine : la zone qu'entoure un halo d'affectivité d'où, par définition, toute logique est exclue.

—o—

Pour la commodité de l'exposé, nous avons postulé que la pensée occidentale est logique tandis que celle des non-occidentaux ne l'est pas. Or ce postulat ne repose point sur des faits réels : les contradictions, l'irrationnalisme ne sont le lot exclusif d'aucune mentalité.

Dans le précédent propos nous avons rapporté le point de vue de Lévy-Bruhl et de Maurice Leenhardt sur la question. Nous nous y arrêterons à nouveau, mais très brièvement, pour signaler un certain nombre de faits, relatifs à la mentalité occidentale, qui relèvent tous de pratiques contraires au bon sens le plus élémentaire.

En effet on observe aujourd'hui encore en Europe, tant dans les campagnes que dans les milieux urbains, et à différents niveaux, la force qu'exercent la magie et les prédications de devineresses. Cette force n'a d'égal que l'adhésion de centaines de milliers de personnes aux visions, aux miracles, à l'astrologie, aux superstitions de toutes sortes. Faut-il signaler qu'en dehors de la sorcellerie, de la démonologie et de la théosophie, on pratique les messes noires et la messe en triangle, cette curieuse spécialité du Berry, en France ?

Il y a une énorme littérature sur ces divers aspects « prélogiques », ou plutôt « illogiques » de la mentalité occidentale. Nous nous contentons de renvoyer à quelques ouvrages tels que celui d'A. Weigall sur les *Survivances païennes dans le Christianisme*, trad. fran., Payot, Paris) ; sur un plan plus général, P. Geyraud a consacré une étude sur *Les Sociétés Secrètes de Paris* (1938, Paris, Emile Paul) dont certaines pages nous font penser au « fakirisme » en terre d'Islam et aux Indes. René Schwels, note des choses très curieuses, dans son livre *Capitale de la prière*, (Paris, Desclée), sur l'eau de Lourdes. On peut enfin consulter les articles d'Olivier Leroy (in *La vie spirituelle*, mars 1937 et avril 1938) où sont décrits des cas surprenants chez une communauté religieuse italienne ; on y trouve la notion de la multiplication des biens, ce qui rappelle la « baraka » musulmane.

Même en cette seconde moitié du XX^e^ siècle, de très nombreux compatriotes de Descartes préfèrent à la médecine légale, scientifique, les conseils des guérisseurs, et aux traitements rationnels, la thérapeutique par vœux et pélérinages !... Selon Marcel Boll (*L'occultisme devant la science*) (6), en 1935, il y avait, seulement à Paris, 3.480 cabinets de consultation qui ont rapporté 73 milions de francs de bénéfices annuels aux voyantes, cartomanciennes etc..., chiffres fournis, officiellement, par le fisc !

Le succès de l'hitlérisme ne résulta-t-il pas, en grande partie, des forces confuses que le rationalisme n'a pas su extirper ? Le national-socialisme, avec tous ses soubassements de racisme insensé, d'orgueil démesuré et de créauté féroce, répondait à des élans d'instinct irrationnel.

—o—

D'une manière générale, il suffit de consulter les monographies et études que sociologues et ethnogues américains et européens consacrent à leurs pays pour convenir que les cultures occidentales sont toutes issues d'un univers d'irrationnel, et qu'elles en vivent (sans que cela en diminue la valeur ou en flétrit l'idéal). Avant d'être « animal raisonnable » ou « roseau pensant », l'homme se définit par trois dimensions prédominantes (il est être *organique, social et spirituel*) c'est-à-dire par un triple complexe de besoins, de désirs et d'aspirations.

Cette définition est valable pour tous les êtres humains. Dès lors, on ne saurait parler du « primitif » comme d'une sorte de reliquat de la préhistoire obscure et révolue : le primitif est là, sous toutes les altitudes, en Europe, en Amérique, en Russie, comme partout ailleurs. Il est en nous, en chacun de nous. La primitivité est « structure essentielle à l'esprit humain », à tous les âges de son histoire, comme l'affirme le Lévy-Bruhl des *Carnets*. Le primitif est chez l'enfant lorsqu'il « fabule », lorsqu'il invente, lui aussi, ses mythes, comme dit M. A. Cuvillier. « Il est chez l'aliéné lorsqu'il délire. Mais il est aussi chez l'adulte normal lorsqu'il rêve, lorsqu'il poétise, lorsqu'il s'évade « au pays des merveilles » ou vers le temps « où les bêtes parlaient » (7) ».

Georges Sorel a remarqué combien les sociétés européennes modernes vivent de mythes : elles sont menées non par des idés, mais par des images irrationnelles ayant un rapport avec la situation concrète et sociale des masses et qui s'adressent à leurs désirs et à la structure de leur subconscient. S'inspirant des thèses de Sorel, Mussolini oppose le socialisme prolétarien, «mythe vieilli » qui s'amenuise, au fascisme, « mythe vivant' » qui dispose suffisamment d'attrait et de fraîcheur pour répondre à la vérité intime du peuple italien d'entre les deux guerres.

—o—

Aussi devant ces diverses données, qui toutes se fondent sur l'irrationnel, sur les instincts les plus obscurs, n'est-il point surprenant qu'on ait une déférence particulière pour des tabous et qu'on recoure, comme des « primitifs », à l'odieuse pratique des otages ; comme des « primitifs » le sacrifice du bouc émissaire reste monnaie courante (les brûlés vivants d'Oradour-sur-Glane et des mechtas, les pendus de Tulle et d'ailleurs).

Ces rappels de faits, pris au hasard entre une multitude d'autres, mettent en évidence que la mentalité occidentale oscille entre des contradictoires, repose sur des mythes opposés et ne saurait prétendre à un rationalisme pur (8). Elle a ses grandeurs et ses faiblesses, comme les mentalités non occidentales.

L'Occidental, un être raisonnable ? Des savants occidentaux, se référant à la psychanalyse, découvrent, au fond de la science, tout un grouillement d'instincts élémentaires, et sous la raison tout un monde d'irrationnel, voire d'absurde. « Il y a en nous, dit M. Cuvillier, du primitif, de l'enfantile, et même du morbide ». (Ops. cit., p. 213).

—o—

Ce sont là des faits réels, incontestables, mais entre la réalité telle qu'elle se présente et la réalité telle qu'on se la représente il y a tout un fossé. Souvent on écarte l'essentiel pour ne s'attacher qu'aux détails : ceux qui ne veulent pas voir, il suffit d'un arbre pour se cacher, à leurs propres yeux, toute la forêt.

(à suivre)

---

(1) Pour *interhorizon*, voy. notre ouvrage *De l'Etre à la Personne*, (Paris, P.U.F., 1954) pp. 147 à 162.

(2) Cf. Maximilien Sorre, *Géographie psychologique*, Traité de psychologie appliquée, Livre VI. Paris, P.U.F., 1955.

(3) Pour ce qui concerne la dépendance de la vie individuelle du milieu social, voy. H. Marrou, *Saint-Augustin et la fin de la Culture antique* (Paris, de Boccard, 1938) et M. Sorre, Ops. cit.

(4) Cheikh Anta Diop *Nations nègres et Culture*, p. 32, Paris, Présence Africaine, 1954.

(5) Esprit, janv. 1953, p. 16.

(6) Page 55, Paris, 1944, P.U.F.

(7) *Partis pris*, p. 205, Paris, 1956, A. Colin.

(8) Pour la question des pratiques magiques en France, cf. Robert Kanter, *Essai sur l'avenir de la religion*, Paris, 1945, Julliard.

Pour le mythologisme moderne et le problème du mythe en général, cf. dans *Problèmes du personnalisme*, P.-L. Landsberg *Introduction à un critique du mythe* (p. 49-68) et *Didlogue sur le mythe*, par Jean Lacroix et Landsberg (p. 69-82). Paris. Seuil, 1952.

Pour l'histoire de l'occultisme dans l'Occident ancien et moderne d'Hésiode à Léon Bloy et à Rimbaud, cf. l'excellente *Anthologie Littéraire de l'occultisme*, par R. Amadou et R. Kanters. Paris. 1950, Julliard.

PROCHAIN PROPOS

Méthodes scientifiques ou Paternalisme ?

LE JOURNAL DE LA SEMAINE

L'AIDE U.S. SERA-T-ELLE SANS CONDITIONS ?

M. Cedric H. Seager, Directeur Régional pour le Proche-Orient et le Sud Asiatique à l'Organisation de Coopération Internationale (I.C.A.), vient d'être nommé Directeur de la Mission Américaine de cet organisme au Maroc. Il est attendu incessamment à Rabat pour occuper ses nouvelles fonctions.

Comme directeur de la Mission instituée en avril dernier, M. Seager sera chargé d'administrer le programme américain de coopération économique et technique issu des accords signés avec le Maroc le 2 avril dernier. A ce jour, ce programme a donné lieu à un emprunt de 20 millions de dollars pour l'achat de produits alimentaires dont la vente à l'intérieur du Maroc crée un apport d'argent frais destiné aux investissements de développement dans le pays. D'autre part, un don de 500.000 quintaux de blé américain est actuellement en cours de livraison pour atténuer les effets de la disette consécutive à la sécheresse.

M. Seager est un grand technicien des programmes économiques d'aide à l'étranger. Il a occupé divers postes liés à ces programmes depuis 1947, dont le dernier en date à la direction régionale de ce programme, où il est resté pendant deux ans. Il a notamment accompagné l'envoyé spécial du Président Eisenhower, M. James P. Richards, au printemps dernier, au cours de sa tournée de visites dans les pays du Moyen-Orient et au Maroc.

Au retour de cette mission, M. Seager fut délégué, en mai dernier, en mission spéciale en Jordanie et en Irak.

Nous avons à maintes reprises declaré que la forme de l'aide américaine pour le Maroc et sa valeur ne nous donnent pas satisfaction.

En effet, nous aurions préféré que le gouvernement marocain soit libre de disposer comme il veut des sommes mises à sa disposition par le trésor américain et non obligé de les dépenser conformément à la volonté de Washington.

En second lieu les sommes mises à la disposition du Maroc par les Etats-Unis d'Amérique sont relativement minimes et ne répondent que très partiellement aux besoins de notre pays.

Il est temps que les Américains se rendent compte de l'urgence d'aider notre pays et lui permettre de parfaire son équipement agricole et industriel.

Nous souhaitons une aide substantielle de l'Amérique mais qui ne porte en rien atteinte à notre liberté d'action sur le plan intérieur et extérieur.

LES ENTRETIENS DE TANGER

Les entretiens qui récemment ont eu lieu à Tanger entre le Ministre des Affaires Etrangères marocaines et son collègue espagnol ont encore une fois attiré l'attention sur les relations hispano-marocaines. On ne saurait dire que l'état actuel de ces relations soit satisfaisant. On devrait même dire que l'attitude espagnole est de plus en plus empreinte d'une hostilité déclarée à l'égard de notre pays.

Après l'entretien de Saint-Sébastien entre Messieurs Maurice Faure et De Castilla nous avions prévu un resserrement de l'action commune du colonialisme français et du colonialisme espagnol en Afrique du Nord.

Actuellement on assiste déjà à des interventions espagnoles contre l'armée de libération marocaine dans le sud et à une harmonisation de la politique française et espagnole dans ce secteur.

A cela il y a plusieurs raisons dont une des plus importantes est certainement le désir du gouvernement espagnol de participer a l'exploitation des richesses du Sahara. Les promesses que M. Faure n'a pas manqué de faire à M. De Castilla à ce propos ont été un encouragement pour le gouvernement de Madrid qui, accentue sa pression contre notre pays au nom d'une solidarité occidentale dont l'Espagne use pour accéder à l'O.T.A.N. Il ne semble pas que MM. Balafrej et De Castilla soient arrivés à un résultat autre que celui de vagues promesses formulées par le Ministre des Affaires Etrangères espagnoles concernant le grave problème que pose la non intégration de la zone d'Ifni dans l'ensemble de notre territoire national et l'entêtement des autorités espagnoles à considérer cette région authentiquement et entièrement marocaine comme une possession espagnole. On a même dit que devant l'impossibilité d'arriver à un accord, il est devenu prévisible que les deux parties iraient devant la Cour Internationale de la Haye pour trancher le différent d'Ifni.

La solidarité des autorités coloniales françaises et espagnoles nous impose un redoublement de vigilance et un renforcement de notre lutte pour déjouer les manœuvres colonialistes et pour débarrasser l'ensemble du territoire marocain de tous les vestiges de la colonisation.

Le général Franco a souvent proclamé la volonté de son gouvernement d'être le trait d'union entre l'Occident et les pays arabes. L'Espagne ne peut prétendre à un tel rôle si elle continue à apporter son appui au colonialisme français en Afrique du Nord.

Quant aux richesses du Sahara aucune puissance ne pourra les exploiter sans le consentement et l'accord des habitants de l'Afrique du Nord qui sont les véritables propriétaires de ces richesses.

Les entretiens de Tanger n'ont pas atteint leur but. On peut dire que leur bilan est plutôt négatif.

Partagée d'une part, entre son désir de trouver sa place au sein de l'O.T.A.N. et d'autre part, de jouer le leader ship en Méditerranée, l'Espagne pratique depuis le départ du ministre Artajo une politique étrangère inconérente et peu originale.

JUSTICE ET NON VENGEANCE

Il n'est question dans tous les milieux marocains que des listes parues ou à paraître des personnes dont les biens sont mis sous séquestre ou le seront.

Dans les villes comme dans les campagnes, les organisations patriotiques, comptent les collaborateurs et les traîtres et les listes circulent nombreuses et diverses. Chacun établissant la sienne selon ses penchants, ses amitiés ou ses relations politiques.

Exploitant cette situation certains pêcheurs en eau trouble cherchent à profiter matériellement de ces circonstances en usant de chantage et de pressions condamnables.

C'est une des raisons pour laquelle nous avions déjà écrit qu'il eut été préférable que la publication de la liste soit faite en une seule fois, quelque impressionnant aurait dû être le nombre des inscrits. Cela aurait clarifié une situation politique qui tend de plus en plus à la confusion.

Notre situation économique qui n'est pas pour l'instant brillante a besoin d'un climat de stabilité politique.

Ainsi l'opération des listes, opération qui se justifie et que le peuple attendait avec impatience aurait dû être entreprise avec grand soin.

Cette opération d'une haute portée politique sur le plan national et internationale avait besoin d'être entourée de certaines formes et précautions.

Le jeune Maroc indépendant qui grâce à la sagesse de son Souverain et a la maturité politique de son peuple a franchi la période de sa libération avec mesure et pondération, a ainsi acquis un renom sur le plan internationa[illegible] nous sommes tous fiers et jaloux.

Pour confirmer cette renommée une législation aurait dû être promulguée relative aux collaborateurs et aux comploteurs, avant la parution des listes cela aurait permis d'éviter des mesures administratives qui sont toujours impopulaires dans les pays démocratiques.

Cette épuration qui est nécessaire et juste doit être entourée de toutes les garanties de droit pour qu'elle soit une mesure de justice et non une vengeance.

Nos traditions et notre sentiment religieux nous interdisent d'ailleurs la vengeance.

Le peuple qui n'oublie pas réclame le jugement du premier comploteur le fantoche Ben Arafa.

Figurera-t-il sur la prochaine liste ? Il ne faut pas décevoir le peuple.

Le grand chef touareg BEN KHEDA arrêté par les forces françaises

L'Etat-Major du Général Salan et les services du Ministre-Résident Robert Lacoste cherchent, à cacher avec le plus grand soin un important événement qui vient de se produire au cœur même du Sahara.

Dès le début du mois de septembre, les Touareg ont en effet décidé de rejoindre les rangs de l'Armée de Libération Algérienne et de prendre une part active au combat contre les forces colonialistes.

Déjà, les groupes armés targuis ont harcelé les système de défense des installations de recherche pétrolifère du désert. On comprend dès lors, pourquoi, les officiels d'Alger craignent la divulgation de ces nouvelles qui pourraient avoir des répercussions jusque dans les couloirs de la bourse où la cotation des valeurs-pétrole au Sahara subiraient sans aucun doute une perte sensible de points si la nouvelle était répandue.

Le 10 septembre, les forces dites de l'ordre s'emparaient de la personne du grand chef touareg Si Hadj Ben Kheda et le plaçait en camp de concentration à Fort Djanet.

Désormais de la Mauritanie à la frontière lybienne en passant par Tamanrasset, le Sahara est devenu zone opérationnelle des forces libératrices nord-africaines dressées dans un même et commun combat contre l'impénitent colonialisme.

Après les attaques répétées des postes français près de Fort-Trinquet par la résistance mauritienne l'on sait que dans le sud de la Tunisie, des groupes de résistance se sont formés pour faire échec aux provocations de l'armée française dans cette région.

Le Sahara algérien à son tour vient se ranger à côté des forces de libération nord-africaines, et ce n'est pas sans importance lorsque l'on connaît l'ardeur et la combativité des Touaregs. Une nouvelle preuve, s'il en était besoin est encore donnée de l'unanimité nord-africaine en vue du combat pour la libération définitive.

Les forces de l'Armée de Libération Algérienne qui opèrent dans le Sud algérien assurent le ravitaillement en armes et munitions des groupes targuis qui constituent un apport non négligeable à la lutte armée du peuple algérien.

« Démocratie »

Directeur : M. CHERKAOUI
65, Bd Danton - Casablanca
Téléphone : 537-85 et la suite
Adr. Tél.: Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS :
1 an ..... 1.500 frs
6 mois ..... 750 frs
3 mois ..... 400 frs
C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd Danton